

Identifiant du Projet Crédit : 01725155

Proposition : 00000050890738\_220225134758685

Etablie le 25/02/2022, valable 21 jours.

Suite à notre entretien et sur la base des éléments déclarés, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-dessous notre proposition de financement.

**Votre conseiller**

Tél :
-------

**Votre situation**

M. PIESSE STEVEN 1 ET CABINET DE SOINS INFIRMIERS 28 RUE DU PORTAIL D AVANT 65000 TARBES	Revenus Mensuels <sup>1</sup>	:	1 455,00 €	Nb de personnes à charge	:	1
	Charges Mensuelles <sup>1</sup>	:	0,00 €	Nb de personnes au foyer	:	2
	Mensualités des crédits en cours <sup>6</sup>	:	0,00 €	Revenu fiscal de référence 2020	:	15 068 €
	Mensualités des crédits en cours exclus <sup>6</sup>	:	0,00 €	Revenu fiscal de référence 2021	:	15 068 €

**Votre projet**

<b>Acquisition maison résidence principale ancien(ne) plus de 20 ans</b>			Zone de Robien :			C
<b>Classe DPE : F</b>						
12 RUE DE LA CONCORDE 65140 RABASTENS DE BIGORRE						
Coût (hors frais)	:	103 000,00 €	dont Acquisition	:	103 000,00 €	
Frais d'agence immobilière	:	0,00 €	Travaux	:	0,00 €	
Frais d'actes estimés à	:	9 100,00 €	Terrain	:	0,00 €	
Frais de garanties estimés à	:	799,00 €				
Parts sociales	:	0,00 €				
Frais de dossier	:	888,00 €				
Frais pris par des tiers (courtiers, audit DPE)	:	0,00 €				
<b>Total du projet</b>	:	<b>113 787,00 €</b>				

**Echéancier mensuel**

Echéance mensuelle, hors aide au logement, avec assurances obligatoire et facultative.

1° à 300° mois	373,54 €
----------------	----------

**Financement de votre projet** (Tous les montants du tableau ci-dessous sont exprimés en €.)

Prêts	Montant	Taux	Durée en mois	Durée Différé	Mensualité hors assurance <sup>2</sup>	Mensualité <sup>4</sup>	Montant total des intérêts	TAEG estimé <sup>5</sup>
Apport personnel	25 000,00							
PTH FIXE SOUPLESSE	88 787,00	1,61%	300		359,70	373,54	19 122,50	2,12%
<b>Total des prêts Crédit Agricole</b>	<b>88 787,00</b>							
Total du financement du projet	113 787,00							

Coût total du financement Crédit Agricole estimé avec assurance obligatoire, frais et parts sociales : 24 961,50 €

Coût total du financement Crédit Agricole estimé avec assurance obligatoire et facultative, frais et parts sociales : 24 961,50 €

dont assurance obligatoire (M. PIESSE STEVEN) : 4 152,00 €

dont assurance facultative (M. PIESSE STEVEN) : 0,00 €

**Garanties**

Type de garantie	Prêts couverts	Coût total estimé
CAMCA	PTH FIXE SOUPLESSE;	799,00 €

**Assurances.** Une assurance couvrant au minimum 100% du financement au titre des garanties décès et incapacité temporaire totale est obligatoire. En cas de pluralité d'emprunteurs, la quotité exigée par le **Prêteur** peut être répartie entre les emprunteurs. Les quotités et garanties exigées par le **Prêteur** sont précisées dans la Fiche Personnalisée remise ci-après à chaque **Emprunteur**. Les événements garantis et les conditions figurent au contrat. L'emprunteur peut souscrire auprès de l'assureur de son choix une assurance dans les conditions fixées aux articles L313-30 et L313-31 du Code de la Consommation.

Sous réserve de l'acceptation par l'Assureur, l'assurance emprunteur prend effet à la plus tardive des deux dates suivantes : à la date de conclusion de l'adhésion ou à la date d'acceptation de l'offre.

La convention AERAS (s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé) élargit les conditions d'accès à l'emprunt et à l'assurance des emprunteurs présentant un risque de santé aggravé. Votre référent : Delphine DALEAS Téléphone : 08 00 32 65 64.

**Ce document est un devis et/ou une simulation réalisé(e) à l'initiative du consommateur. Il n'est en aucun cas une offre de crédit et ne saurait avoir une valeur contractuelle.**

(1) : sur tous les emprunteurs.

(3) : basé sur la première mensualité

(5) : avec assurance obligatoire.

(2) : hors assurances.

(4) : avec assurances obligatoire et facultative.

(6) : ADE incluse.

Identifiant du Projet Crédit : 01725155

Proposition : 0000050890738\_220225134758685

Emprunteur Prêt	Décès	PTIA	Incapacité Temporaire Totale	Perte d'emploi	Coût mensuel estimé avec remise de l'assurance contrat groupe <sup>3a</sup>	Coût total estimé de l'assurance contrat groupe <sup>b</sup>
M. PIESSE STEVEN						
PTH FIXE SOUPLESSE	100,00%	100,00%	100,00%		13,84 €	4 152,00 €

(a) : Le coût estimé, calculé par emprunteur, s'ajoute à l'échéance de remboursement du prêt.

(b) : Coût estimé, calculé par emprunteur. Le coût total de l'assurance est calculé sur la durée du prêt. Par exception, pour les personnes ne pouvant pas être assurées sur la durée totale du prêt, ce coût total de l'assurance est calculé sur la durée totale du contrat d'assurance. Coût du contrat groupe PREDICA.

(a) (b) : Il s'agit de coûts indicatifs avant examen du dossier de demande d'adhésion à l'assurance groupe et du questionnaire médical par l'assureur.

Prêt	TAEA global par prêt
PTH FIXE SOUPLESSE	0,33%

Le TAEA (Taux Annuel Effectif de l'Assurance) est calculé pour un prêt donné en incluant toute assurance proposée par le Prêteur.

Le TAEA, le coût mensuel et le coût total de l'assurance proposée par le **Prêteur** tiennent compte de l'ensemble des garanties que le client a déclaré vouloir souscrire, exigées ou non par le **Prêteur**.

Votre conseiller se tient à votre disposition pour intégrer tout élément d'actualité et finaliser rapidement votre projet.

**Ce document est un devis et/ou une simulation réalisé(e) à l'initiative du consommateur. Il n'est en aucun cas une offre de crédit et ne saurait avoir une valeur contractuelle.**

La remise d'une offre de crédit est soumise à la réception et la vérification des pièces justificatives demandées et à l'acceptation de votre dossier.

Le prêt est accordé sous réserve d'acceptation de la banque. Dans cette hypothèse, conformément à l'article L313-4 du Code de la consommation, l'emprunteur disposera d'un délai de 10 jours pour accepter l'offre de prêt. La réalisation de la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur doit lui rembourser les sommes versées.

L'Assurance emprunteur est garantie par PREDICA, Société anonyme au capital de 1 029 934 935 € entièrement libéré, siège social : 50-56, rue de la Procession - 75015 Paris, 334 028 123 RCS Paris.

Entreprise régie par le Code des Assurances.

#### Traitement de vos données personnelles

Vos données à caractère personnel ont été collectées par la Caisse régionale de Crédit Agricole de Pyrénées Gascogne en sa qualité de responsable de traitement dans le but, notamment, d'établir la présente simulation de financement. Vos données peuvent, à cette occasion et le cas échéant, avoir été transférées aux partenaires de la Caisse régionale susceptibles de garantir le crédit faisant l'objet de cette simulation (tels que Crédit Logement, CAMCA, etc.). Vous pouvez à tout moment exercer vos droits Informatique et Libertés, notamment votre droit d'accès, de rectification, d'opposition ou d'effacement, en écrivant par lettre simple à 11 Boulevard du Président Kennedy 65003 TARBES, ou par courriel à [dpo@lefil.com](mailto:dpo@lefil.com). Nous vous invitons à retrouver le détail des informations sur le traitement de vos données et sur l'exercice de vos droits dans notre Politique de Protection des Données accessible à l'adresse suivante : <https://www.credit-agricole.fr/ca-pyrenees-gascogne/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

**Ce document est un devis et/ou une simulation réalisé(e) à l'initiative du consommateur. Il n'est en aucun cas une offre de crédit et ne saurait avoir une valeur contractuelle.**

(1) : sur tous les emprunteurs.

(3) : basé sur la première mensualité

(5) : avec assurance obligatoire.

(2) : hors assurances.

(4) : avec assurances obligatoire et facultative.

(6) : ADE incluse.

Identifiant du Projet Crédit : 01725155

Proposition : 0000050890738\_220225134758685  
Etablie le 25/02/2022, valable 21 jours.

Agence :

## Informations essentielles

Monsieur,

Suite à notre entretien, et pour nous permettre l'étude de financement de votre projet, nous vous remercions de bien vouloir, en vue de notre prochain rendez-vous, nous communiquer les éléments suivants :

### EMPRUNTEUR(S)

- Livret de famille (selon situation matrimoniale)
- Contrat de mariage ou convention de PACS (Si marié ou PACsé)
- Jugement de divorce (si divorcé)
- 1 Pièce d'identité en cours de validité par emprunteur (si non Client de la Caisse Régionale ou si signature électronique du contrat prévue) (CNI, passeport,...)

Si non client de la Caisse régionale :

- Justificatif de domicile de moins de trois mois (facture EDF/GDF, quittance de loyer, téléphone fixe ou internet...)

### REVENUS

- Trois derniers bulletins de salaire
- Contrat de travail (si salarié depuis moins d'un an)
- Justificatifs d'autres ressources le cas échéant (retraites, pensions reçues, prestations familiales...)
- Dernier avis d'imposition ou de non-imposition
- Dernière déclaration ISF le cas échéant
- Justificatif de revenus fonciers le cas échéant (déclaration fiscale 2044, baux de location...)
- Justificatif du patrimoine mobilier le cas échéant (valeurs mobilières, assurance vie...)
- Justificatif du patrimoine immobilier le cas échéant (titre de propriété, attestation notariée, taxe foncière...)
- Justificatifs des revenus professionnels (dernière déclaration 2035, documents comptables ou liasses fiscales).

Si non client de la Caisse régionale, statuts et KBIS de la société

### CHARGES

- Trois derniers relevés de comptes bancaires externes à la Caisse régionale
- Justificatifs des charges de crédit(s) externe(s) et leurs tableaux d'amortissement le cas échéant
- Justificatif charge de loyer actuel
- Justificatifs d'autres charges **fiscalement déductibles** le cas échéant (pensions alimentaires...)

### OBJET DU FINANCEMENT

- Justificatif d'apport personnel hors Caisse régionale
- Justificatifs du bien à financer (compromis de vente, contrat de réservation, devis estimatifs de construction et/ou de travaux, valeur du terrain, Contrat de Construction de Maison Individuelle si il existe avec son assurance Dommage Ouvrage et attestation de garantie de livraison...)

### AUTRES

Si un Prêt à Taux Zéro vous est proposé :

- Justificatif de loyer ou certificat d'hébergement : (Bail de location + dernière quittance par bail couvrant les 2 dernières années) ou (attestation d'hébergement + justificatif de propriété et pièce d'identité de l'hébergeant)
- Justificatif du nombre de personnes vivant au foyer
- Avant-dernier avis d'imposition de chacun des membres devant occuper le bien
- Si grossesse de plus de 3 mois : certificat de grossesse

Si votre projet immobilier concerne une Acquisition d'Ancien avec Travaux comportant un Diagnostic de Performance Energétique (DPE) égal à F ou G à l'achat, fournir les documents suivants :

- Justificatif du Diagnostic de Performance Energétique à l'achat égal à F ou G et
- Justificatif du Diagnostic de Performance Energétique projeté après Travaux qui devra être obligatoirement compris entre A et E

Afin de répondre au mieux à vos attentes, et vous apporter un retour dans les meilleurs délais sur votre projet immobilier, nous vous informons que l'ensemble des documents demandés est indispensable à l'étude de votre dossier. Nous pourrions également être amenés, selon la nature de votre projet, à vous demander des documents complémentaires. Malheureusement, dans le cas où vous ne seriez pas en mesure de nous fournir les éléments sollicités, nous serions au regret de ne pas pouvoir poursuivre l'étude de votre projet. Enfin, sachez que les pièces demandées, pourront faire l'objet de certains contrôles.

Si vous disposez d'un Espace Projet Immobilier, vous y retrouverez la liste des pièces justificatives attendues dans le cadre de l'instruction de votre projet immobilier.

Par ailleurs pour répondre à nos obligations réglementaires, nous tenons à vous informer de la consultation du Fichier National des incidents de

**Identifiant du Projet Crédit : 01725155**

**Proposition : 00000050890738\_220225134758685**

remboursement des crédits aux particuliers (FICP).

Nous restons naturellement à votre entière disposition.

**CONTRAT D'ASSURANCE EMPRUNTEUR AssuReponse Immo**  
**Notice d'information - Contrat collectif n° : 1001**  
**AssuReponse ImmoPE / 01 – 2022**

Ce contrat, ci-après dénommé le « Contrat » est un contrat d'assurance emprunteur de groupe à adhésion facultative souscrit par le Prêteur auprès des Assureurs, Predica et Pacifica, au profit des emprunteurs ayant contracté un financement auprès du Prêteur.  
Il relève des branches 1, 2, 16 et 20 du Code des assurances et est régi par les lois et règlements français, notamment le Code des assurances. Les risques Décès/Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale, Invalidité Permanente Totale, Invalidité Permanente Partielle sont assurés par PREDICA. Le risque Perte d'emploi est assuré par PACIFICA.

<b>LEXIQUE ET DÉFINITIONS</b> .....	<b>2</b>
<b>CONVENTION AERAS</b> .....	<b>2</b>
<b>LES ABRÉVIATIONS UTILISÉES</b> .....	<b>2</b>
<b>OBJET DU CONTRAT</b> .....	<b>2</b>
<b>VOS CONDITIONS ET MODALITÉS D'ADHÉSION</b>	
1. QUI PEUT ADHÉRER ? .....	2 - 3
2. COMMENT ADHÉRER ? .....	3
<b>LES GARANTIES DU CONTRAT</b>	
3. LES QUOTITÉS ASSURÉES (TAUX DE COUVERTURE) .....	3
4. DÉCÈS OU PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA).....	4
5. LES GARANTIES ET EXTENSIONS DE COUVERTURE COMPLÉMENTAIRES .....	4 - 9
6. RÈGLEMENT ET MONTANT DES PRESTATIONS .....	9
7. QUELS SONT LES RISQUES EXCLUS DE VOTRE CONTRAT .....	9 - 10
8. LA TERRITORIALITÉ .....	10
<b>LA VIE DU CONTRAT</b>	
9. MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS DE VIE DU PRÊT .....	10
10. LA DATE D'EFFET ET LA DURÉE DE VOTRE CONTRAT .....	10
11. CESSATION DES GARANTIES ET RÉSILIATION DU CONTRAT .....	10 - 11
12. CALCUL ET PAIEMENT DES PRIMES.....	11
<b>QUE FAIRE EN CAS DE SINISTRE ?</b>	
13. LES FORMALITÉS À REMPLIR .....	11 - 13
14. LES BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS .....	13
15. CONTRÔLE ET EXPERTISE.....	13
<b>INFORMATIONS LÉGALES</b>	
16. QUE FAIRE EN CAS DE DÉSACCORD SUR L'APPLICATION DU CONTRAT ?.....	13 - 14
17. INFORMATIONS PRÉCONTRACTUELLES RELATIVES À LA VENTE À DISTANCE.....	14
18. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....	14 - 15
19. PRESCRIPTION .....	15
20. AUTORITÉ CHARGÉE DU CONTRÔLE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES .....	16
21. SANCTIONS INTERNATIONALES .....	16

## LEXIQUE ET DEFINITIONS

Pour l'exécution et l'interprétation du Contrat, les définitions suivantes sont retenues :

- **Accident** : désigne tout évènement non intentionnel de la part de l'Assuré, provenant exclusivement et directement de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure à l'Assuré et provoquant une atteinte corporelle. Les interventions chirurgicales et leurs suites directes ou indirectes ne sont pas des accidents au sens du présent Contrat.
- **Assuré/Vous** : désigne tout Candidat à l'assurance dont au moins une garantie du Contrat a pris effet.
- **Assureur(s)** : désigne au singulier PREDICA ou PACIFICA, entreprises régies par le Code des assurances, et au pluriel PREDICA et PACIFICA.
- **Candidat à l'assurance/Vous** : désigne l'Emprunteur, le Co-emprunteur ou la Caution ayant rempli et signé les formalités d'adhésion au présent Contrat, pour laquelle l'acceptation des Assureurs est en attente. Lorsque l'adhésion d'assurance a pris effet, cette personne est alors dénommée Assuré.
- **Caution** : désigne toute personne physique ou morale s'engageant à se porter garante du remboursement de tout ou partie du financement en cas de défaillance de l'Emprunteur et/ou du Co-emprunteur dans le cadre du financement objet de l'adhésion au présent Contrat.
- **Contrat** : désigne le présent Contrat d'assurance emprunteurs de groupe souscrit par le Prêteur auprès des Assureurs.
- **Convention AERAS** : dispositif en faveur des Candidats à l'assurance présentant un risque aggravé de santé en vue de faciliter leur accès à l'assurance emprunteur. Un pavé d'information sur cette convention figure ci-dessous au présent article.
- **Emprunteur/Co-emprunteur** : toute personne physique ou morale ayant contracté un financement auprès du Prêteur.
- **Prêteur** : désigne la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel ou sa filiale qui a consenti le financement.
- **Consolidation** : désigne l'état de santé ou les lésions, caractérisant un certain degré d'incapacité de l'Assuré, qui se fixent et prennent un caractère permanent tel qu'un traitement ne permet pas d'y remédier mais seulement d'éviter une aggravation. Cet état doit être reconnu par l'Assureur.
- **Activités habituelles non professionnelles** : pour les Assurés n'exerçant pas d'activité professionnelle, il s'agit de l'ensemble des activités ménagères et de la gestion des affaires familiales et personnelles que l'Assuré réalise en autonomie de manière habituelle.
- **Délai de franchise pour la garantie ITT** : période d'interruption continue d'activité au titre de laquelle aucune prestation n'est due. La durée de la franchise est précisée dans la demande d'adhésion.
- **Délai de franchise pour la garantie Perte d'emploi** : période d'indemnisation par Pôle Emploi continue au titre de laquelle aucune prestation n'est due. La durée de la franchise est précisée dans la demande d'adhésion.
- **Période de carence pour la garantie Perte d'emploi** : période qui court à partir de la prise d'effet du contrat, et au cours de laquelle toute notification de licenciement ne pourra donner lieu à prise en charge. Elle se renouvelle après épuisement des droits à prestations au titre d'un sinistre.
- **Mentions légales des assureurs** :
  - PREDICA, S.A. au capital entièrement libéré de 1.029.934.935 €, entreprise régie par le Code des assurances, siège social : 16-18 Boulevard de Vaugirard – 75015 Paris, 334 028 123 RCS Paris ;
  - PACIFICA, S.A. au capital entièrement libéré de 398.609.760 €, entreprise régie par le Code des assurances, siège social : 8-10 Boulevard de Vaugirard - 75724 Paris Cedex 15, 352 358 865 RCS Paris.

## CONVENTION AERAS : S'ASSURER ET EMPRUNTER AVEC UN RISQUE AGGRAVÉ DE SANTÉ

L'Assureur fait application de la Convention AERAS, et s'engage à ce titre, à respecter l'ensemble de ses dispositions, notamment :

- à transmettre votre demande d'adhésion à un 2ème niveau d'examen, et le cas échéant, à un 3ème niveau si les conditions d'accès à ce dernier niveau d'examen sont remplies;
- à étudier votre éligibilité aux garanties ITT, IPT, IPP et à la garantie Invalidité Spécifique AERAS ;
- à mettre en œuvre le dispositif d'écrêtement des surprimes si vous justifiez des conditions d'éligibilité.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les conditions prévues par la Convention AERAS, Vous pouvez bénéficier du dispositif du **Droit à l'oubli en vigueur** à la date de conclusion de votre adhésion et expliqué dans le Document d'information AERAS remis simultanément au questionnaire de santé.

La Convention AERAS met également en place une **Grille de référence** définissant les conditions dans lesquelles, pour certaines pathologies, Vous pouvez accéder à des conditions d'assurance standard ou s'y approchant. Dans le cadre de cette grille de référence, vous devez déclarer les informations relatives à votre état de santé lors de votre adhésion.

Les dispositions de la présente Notice s'entendent sans préjudice de celles de la Convention AERAS.

## LES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

- **PTIA** : Perte Totale et Irréversible d'Autonomie
- **ITT** : Incapacité Temporaire Totale
- **IPT** : Invalidité Permanente Totale
- **IPP** : Invalidité Permanente Partielle
- **TPT** : Temps Partiel Thérapeutique
- **DORSO-PSY** : Affections dorsales et psychiatriques sans condition d'hospitalisation
- **PE** : Perte d'Emploi
- **IA** : Invalidité AERAS

## OBJET DU CONTRAT

Ce Contrat a pour objet de Vous couvrir en cas de survenance des risques de **Décès**, de **Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA)** et, selon le choix de l'Assuré et les exigences du Prêteur, d'**Incapacité Temporaire Totale (ITT)**, de **Perte d'emploi**.

En fonction des caractéristiques de votre financement, de votre âge et de votre situation professionnelle, le Contrat Vous permet également, de Vous couvrir en cas de survenance du risque d'**Invalidité Permanente Partielle (IPP)** et de bénéficier pour les couvertures ITT, IPT et IPP des extensions de couverture en cas d'**affections dorsales et psychiatriques (Dorso-Psy)**, de **Temps Partiel Thérapeutique (TPT)**.

**Sous réserve d'acceptation du risque par les Assureurs, ces garanties Vous sont acquises si elles figurent dans votre demande d'adhésion signée, ou le cas échéant, dans votre proposition d'assurance signée.**

Les exigences du Prêteur correspondent aux garanties et niveaux de garantie minimum exigés par le Prêteur pour accorder le financement. Elles Vous sont communiquées par le Prêteur dans la Fiche Standardisée d'Information et le cas échéant, la Fiche personnalisée.

## VOS CONDITIONS ET MODALITÉS D'ADHÉSION

### 1. QUI PEUT ADHÉRER ?

Vous êtes assurable dans le présent Contrat, lorsque Vous contractez un ou plusieurs prêts qualifiés de prêt immobilier au titre des articles L.313-1 et suivants du code de la consommation, en votre qualité :

- d'Emprunteur personne physique ;
- de Co-emprunteur personne physique ;
- de Dirigeant, de droit ou de fait, associé et/ou si Vous êtes désigné par la personne morale, indispensable à la bonne marche de celle-ci ;

- de Caution personne physique du ou des prêts.

Et si Vous êtes âgé, lors de la signature de votre demande d'adhésion, **d'au moins 12 ans** et de :

- **moins de 80 ans pour la garantie Décès (\*)** ;
- **moins de 70 ans pour la garantie PTIA** ;
- **moins de 64 ans pour les garanties ITT, IPT, IPP et les extensions de couverture TPT, DORSO-PSY** ;
- **moins de 55 ans pour la garantie Perte d'emploi.**

(\*) En cas de financement faisant dépasser l'encours global assuré chez PREDICA, tous contrats assurance emprunteur confondus, de 2 000 000 €, la limite d'âge d'adhésion à la garantie Décès est ramenée à 75 ans.

Si Vous êtes mineur non émancipé à la date d'adhésion, la Demande d'adhésion, et la Proposition d'assurance le cas échéant, doivent être signées par votre représentant légal.

## **2. COMMENT ADHÉRER ?**

### **2.1. MODALITÉS D'ADHÉSION**

L'adhésion à l'assurance est subordonnée à l'acceptation de l'Assureur.

L'adhésion au contrat d'assurance peut être réalisée en agence ou sur le site internet des Assureurs, sous réserve des modalités d'adhésion proposées par le Prêteur.

En cas d'adhésion en ligne sur internet, vous donnez votre consentement à la communication des informations précontractuelles et contractuelles sous un format dématérialisé. Vous avez cependant la possibilité de modifier à tout moment votre décision et de revenir à une communication sur un format papier.

Pour adhérer au Contrat, Vous devez renseigner intégralement et signer une demande d'adhésion au Contrat ainsi qu'un questionnaire de santé que Vous devez intégralement renseigner et signer. Le questionnaire de santé peut éventuellement être complété d'une visite médicale et d'un bilan biologique, dont les frais inhérents sont pris en charge tout ou partie par l'Assureur. Vous pouvez en outre être invité à produire à vos frais toute copie de documents se rapportant à votre état de santé lorsque ces documents sont nécessaires à l'instruction de votre demande d'adhésion.

Vous avez toujours la possibilité de remplir seul votre Questionnaire de Santé. A cet effet, le Prêteur met à votre disposition, si Vous le souhaitez, une enveloppe qui permet l'envoi du questionnaire de santé au médecin conseil de l'Assureur sous pli Confidentiel - Secret médical.

**La durée de validité du questionnaire de santé est fixée à 6 mois à compter de sa signature.**

Si l'Assureur ne l'a pas reçu dans ce délai, Vous devrez remplir un nouveau questionnaire.

**La durée de validité des examens médicaux est fixée à 6 mois à compter de la date à laquelle ils ont été effectués.**

**Conformément au Code des assurances, toute réticence, omission ou fausse déclaration portant sur les éléments constitutifs du risque connus de l'Assuré, selon qu'elle est commise intentionnellement ou non, l'expose aux sanctions prévues par le Code des assurances, c'est à dire la nullité de l'adhésion ou la réduction d'indemnités (articles L.113-8 et L.113-9 du Code des assurances). En cas de réduction proportionnelle de l'indemnité pour fausse déclaration non intentionnelle, constatée après le sinistre, l'Assuré doit rembourser à l'Assureur les sommes qui ont été indûment réglées au titre de son indemnisation, proportionnellement aux primes qu'il aurait dû payer à l'Assureur.**

**À l'adhésion comme en cours de Contrat, l'Assuré doit informer l'Assureur du nom des autres assureurs couvrant le même risque. Quand plusieurs assurances sont contractées sans fraude, chacune d'elles produit ses effets dans les limites des garanties de chaque contrat d'assurance.**

### **2.2. CONVENTION SUR LAPREUVE**

**Par dérogation à l'article 1359 du code civil, il est convenu qu'en cas d'adhésion à distance par téléphone ou par internet (sous réserve que ces modalités soient proposées par le Prêteur), les données sous forme électronique et les enregistrements téléphoniques conservés par l'Assureur vaudront signature par l'Assuré, lui seront opposables, et pourront être admis comme preuves de son identité et de son consentement relatif tant à l'adhésion au Contrat qu'aux conditions générales telles que prévues dans la présente Notice, dûment acceptées par lui.**

### **2.3. DÉCISION DE L'ASSUREUR ET NOTIFICATION**

Au terme de l'examen de votre dossier, l'Assureur peut :

- **ACCEPTER** votre demande d'adhésion :
  - au taux de cotisation de base du Contrat ou à un taux majoré ;
  - avec ou sans réserves : il peut exclure certaines garanties et/ou extensions de couverture et/ou certaines pathologies pour des garanties et/ou extensions de couverture précises.
 En cas de réserve partielle ou totale portant sur les garanties ITT et IPT, l'acceptation avec réserves peut s'accompagner, conformément à la Convention AERAS révisée, d'une proposition de la garantie Invalidité AERAS telle que définie à l'article 5.4. « Invalidité AERAS (IA) pour les prêts immobiliers ».
- **REFUSER** votre demande. Cette décision déclenche automatiquement dans le cadre de la Convention AERAS révisée, une étude du dossier dans un contrat de 2<sup>ème</sup> niveau. Pour les prêts immobiliers, si à l'issue de cette étude, une proposition d'assurance ne peut toujours pas être établie, le dossier est examiné (sous condition d'âge et de montant emprunté) par un 3<sup>ème</sup> niveau national.

En cas d'acceptation avec réserves ou à un taux majoré, l'Assureur communique à l'Assuré une proposition d'assurance précisant le taux de cotisation ainsi que les risques couverts. Cette proposition d'assurance doit être datée et signée par l'Assuré, qui retourne ensuite un exemplaire à l'Assureur à l'adresse figurant en en-tête de ladite proposition.

Dans tous les cas d'acceptation, l'Assuré reçoit de l'Assureur un certificat récapitulatif d'assurance.

En cas de refus, l'Assuré est informé par écrit de la décision.

La durée de validité de l'acceptation de l'Assureur est fixée à quatre mois à compter de l'envoi à l'Assuré de la proposition d'assurance, ou à défaut à compter de la date de signature de la demande d'adhésion. Dans tous les cas si, avant la fin de ce délai, la prise d'effet du Contrat n'est pas intervenue ou si l'offre de prêt devient caduque, la demande d'adhésion doit être renouvelée.

## **LES GARANTIES DU CONTRAT**

Au titre de chaque prêt(s) figurant dans votre demande d'adhésion signée, les garanties et les extensions de couverture complémentaires dont Vous bénéficiez sont celles précisées par prêt dans votre certificat d'assurance.

## **3. LES QUOTITÉS ASSURÉES (TAUX DE COUVERTURE)**

Les prestations d'assurance sont acquises à l'Assuré selon la quotité assurée (également appelée taux de couverture) indiquée sur sa demande

d'adhésion signée, sans que le taux de couverture puisse, pour chaque Assuré, être supérieur à 100 % du montant du prêt.

Au titre de chaque prêt et dans le respect des exigences du Prêteur, Vous pouvez moduler la quotité assurée par garantie de la manière suivante :

- une quotité choisie pour les garanties Décès et PTIA ;
- une quotité choisie pour les garanties ITT, IPT, IPP et pour les extensions de couverture TPT et DORSO-PSY. Cette quotité ne peut être inférieure à la moitié de la quotité Décès ;

La quotité pour la garantie Perte d'emploi, lorsqu'elle est souscrite, est mentionnée sur votre demande d'adhésion.

En cas de sinistre, les prestations liées aux garanties et extensions de couverture sont déterminées au prorata de la quotité assurée.

#### **4. DÉCÈS ET PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA)**

##### **4.1. GARANTIE DÉCÈS**

Le décès de l'Assuré est pris en charge s'il survient en cours d'assurance, avant la fin du mois de son 90<sup>ème</sup> anniversaire **et sous réserve des exclusions visées à l'article 7 « Quels sont les risques exclus de votre Contrat ? »**.

En cas de financement faisant dépasser l'encours global assuré chez PREDICA tous contrats assurance emprunteur confondus, de 2 000 000 €, la limite d'âge de prestation de la garantie Décès est ramenée à la fin du mois du 80<sup>ème</sup> anniversaire de l'Assuré.

##### **4.2. GARANTIE PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA)**

Vous êtes en état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie lorsqu'en cours d'assurance les trois conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- l'invalidité dont Vous êtes atteint Vous place dans l'impossibilité totale et définitive de Vous livrer à toute occupation ou à toute activité rémunérée ou pouvant Vous procurer gain ou profit ;
- elle Vous met définitivement et de façon permanente dans l'obligation de recourir à l'assistance d'une tierce personne pour accomplir l'ensemble des actes ordinaires de la vie (se laver, s'habiller, se nourrir, se déplacer) ;
- la date de la PTIA telle que reconnue par l'Assureur intervient avant la fin du mois du **70<sup>ème</sup> anniversaire** de l'Assuré.

##### **4.3. PRESTATIONS DÉCÈS OU PTIA**

L'Assureur verse, dans la limite de la quotité assurée, le capital restant dû au titre du prêt tel qu'il ressort du tableau d'amortissement arrêté à la date de survenance du décès ou de reconnaissance par l'Assureur de l'état de PTIA, y compris les intérêts normaux courus de l'échéance précédant le sinistre jusqu'à la date de celui-ci, mais **à l'exclusion des intérêts courus depuis cette date**.

##### **Cas particuliers :**

- si le décès de l'Assuré survient avant le point de départ de l'amortissement, le capital de base retenu est le montant du prêt tel qu'il est défini au contrat de prêt ;
- en cas de prêt partiellement débloqué, le montant versé par l'Assureur inclut le capital restant dû au jour du décès correspondant aux fonds débloqués antérieurement et les sommes restant à débloquenter telles que définies au contrat de prêt.

#### **5. LES GARANTIES ET EXTENSIONS DE COUVERTURE COMPLÉMENTAIRES**

Les garanties et extensions de couverture complémentaires décrites ci-après sont accessibles en fonction de votre financement, de votre âge, de votre situation professionnelle.

En tout état de cause, les garanties et les extensions de couverture complémentaires dont Vous bénéficiez sont celles précisées dans votre Certificat d'assurance.

Les garanties ITT, IPT, Perte d'emploi et Invalidité AERAS ne peuvent être contractées qu'en complément des garanties de base Décès et PTIA. La garantie IPP et les extensions de couverture DORSO-PSY et Temps Partiel Thérapeutique ne sont accessibles à l'Assuré que si les garanties ITT et IPT ont été souscrites.

Au titre des garanties et des extensions de couverture complémentaires, l'appréciation par l'Assureur des notions d'ITT, d'IPT, d'IPP et des extensions de couverture Temps Partiel Thérapeutique et DORSO-PSY n'est pas liée à la décision des organismes sociaux (Caisse primaire d'assurance maladie ou tout autre organisme assimilé) ou de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).

##### **5.1. GARANTIE INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE (ITT)**

###### **5.1.A. DÉFINITION DE L'INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE**

Vous êtes en état d'ITT lorsque, en cours d'assurance, les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- **Si Vous exercez une activité professionnelle à la veille du sinistre** : Vous Vous trouvez, à la suite d'un Accident ou d'une maladie, dans l'incapacité totale, reconnue médicalement, d'exercer votre activité professionnelle (définie comme l'activité professionnelle que Vous exerciez au jour du sinistre), même à temps partiel ;
- **Si Vous n'exercez pas d'activité professionnelle ou si Vous êtes demandeur d'emploi à la veille du sinistre** : Vous Vous trouvez, à la suite d'un Accident ou d'une maladie dans l'incapacité totale, reconnue médicalement, d'exercer vos activités habituelles non professionnelles même à temps partiel ;
- Dans tous les cas, cette incapacité est continue et persiste au-delà de la durée du délai de Franchise mentionné sur la Demande d'adhésion, période pendant laquelle aucune prestation n'est due par l'Assureur ;
- Dans tous les cas, cette incapacité doit être justifiée par la production des pièces prévues à l'article 13.3 « En cas d'Incapacité Temporaire Totale ».

La garantie ITT ne s'applique pas durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les prêts en comportant, ni aux prêts non amortissables à différé total (remboursement en une seule fois du capital et des intérêts).

###### **5.1.B. FRANCHISE ITT**

Le Délai de franchise applicable figure sur votre demande d'adhésion. Il correspond à la période d'interruption continue d'activité, au titre de laquelle aucune prestation n'est due par l'Assureur.

##### **Non-application du Délai de franchise en cas d'ITT successives :**

Le Délai de franchise n'est pas appliqué en cas de nouvelle période d'ITT justifiée par l'Assuré, conformément à l'article 13.3, si la durée d'interruption de la prise en charge au titre de la garantie ITT a été inférieure à 90 jours.

###### **5.1.C. PRESTATIONS ITT**

L'Assureur règle au Prêteur, dans la limite des sommes dues et du plafond mensuel fixé à l'article 6.2 « Prestations maximales garanties » de la présente notice, les échéances arrêtées à la veille du sinistre, au prorata du nombre de jours d'incapacité :



- en capital et intérêts pour les prêts en cours d'amortissement ;
- en intérêts seulement pour les prêts en phase de différé d'amortissement du capital avec paiement régulier d'intérêts pendant cette période ;
- en intérêts seulement pour les prêts amortis en capital en une seule fois au terme mais avec paiement régulier d'intérêts, la partie en capital de la dernière échéance n'étant jamais prise en charge.

**Aucune majoration d'échéance ne peut être prise en considération pendant une prise en charge au titre de la garantie ITT** : pour les prêts à échéances modulables et les opérations de réaménagement du crédit, les échéances prises en charge seront celles en vigueur à la veille du sinistre.

**Cas particuliers :**

- Par dérogation à l'alinéa précédent, seront prises en compte les modifications à la hausse des échéances **résultant de la fin d'exercice d'une option contractuelle prévue au contrat de prêt et décidée avant la date du sinistre**. Ainsi la prise en charge se poursuivra sur la base des nouvelles échéances résultant de la fin de l'exercice d'une telle option, sans toutefois que le montant de l'échéance puisse être supérieur à celui qui était défini avant exercice de l'option du contrat de prêt ;
- En cas de modification des échéances à la baisse pendant une prise en charge : l'Assureur retiendra, pour assiette de calcul de la prestation, le montant de la nouvelle échéance.

Le versement des prestations est subordonné à la présentation des justificatifs précisés à l'article 13.3 et au résultat de contrôles administratifs et/ou médicaux demandés par l'Assureur dont la conséquence peut être la poursuite ou l'arrêt de l'indemnisation.

L'Assureur n'est pas tenu de suivre les décisions des organismes sociaux (Caisse primaire d'assurance maladie ou tout autre organisme assimilé) ou de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).

**5.1.D. CESSATION DU VERSEMENT DES PRESTATIONS ITT**

**Le versement des prestations cesse :**

- dans les cas de cessation des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du Contrat » ;
- dès que Vous reprenez une activité professionnelle, même à temps partiel ;
- dès que Vous n'êtes plus en mesure de fournir les justificatifs prévus à l'article 13.3 ;
- dès que Vous bénéficiez de prestations d'incapacité permanente partielle (et notamment indemnités journalières pour temps partiel thérapeutique, pension d'exploitant agricole invalide aux deux tiers, pension de première catégorie pour les salariés) ;
- dès le moment où, après expertise médicale initiée par l'Assureur, Vous êtes reconnu capable d'exercer votre activité professionnelle même à temps partiel si Vous exercez une activité professionnelle à la veille du sinistre ;
- dès le moment où, après expertise médicale initiée par l'Assureur, Vous êtes reconnu capable d'exercer vos activités habituelles non professionnelles, même à temps partiel, si Vous n'exercez pas d'activité professionnelle ou si Vous étiez demandeur d'emploi à la veille du sinistre ;
- dès que Vous percevez une prise en charge au titre de la garantie Invalidité Permanente Totale, ou de la garantie Invalidité Permanente Partielle ou de l'extension de couverture Temps Partiel Thérapeutique ;
- au 1095<sup>ème</sup> jour suivant la date du sinistre, date à laquelle l'Assureur étudiera une éventuelle prise en charge au titre de la garantie Invalidité Permanente Totale ou de la garantie Invalidité Permanente Partielle.

**5.2. GARANTIE INVALIDITÉ PERMANENTE TOTALE (IPT)**

**5.2.A. DÉFINITION DE L'INVALIDITÉ PERMANENTE TOTALE (IPT)**

Vous êtes en état d'Invalidité Permanente Totale à partir du jour de consolidation de votre état de santé et dans les conditions indiquées ci-après.

A la date de consolidation de votre état de santé, et au plus tard après 36 (trente-six) mois à compter de la date de survenance du sinistre ITT, le médecin conseil de l'Assureur fixe, sur base des documents médicaux transmis et/ou d'une expertise médicale, votre taux global d'incapacité, sur la base de vos taux d'incapacité fonctionnelle et professionnelle.

**(1) Taux d'incapacité fonctionnelle**

Ce taux est apprécié en dehors de toute considération professionnelle. Il tient compte uniquement de la diminution de la capacité physique ou mentale de l'Assuré, suite à son Accident ou à sa maladie, par référence au barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun édité par le Concours Médical le plus récent au jour de l'expertise.

**(2) Taux d'incapacité professionnelle**

Ce taux est apprécié en fonction du degré et de la nature de l'incapacité de l'Assuré par rapport à sa profession. Il tient compte de sa capacité à l'exercer antérieurement à la maladie ou à l'Accident, des conditions d'exercice normales de sa profession et de ses possibilités d'exercice restantes, sans considération des possibilités de reclassement dans une profession différente. Ces deux taux permettent de définir votre taux global d'incapacité, d'après le tableau suivant :

TAUX GLOBAL D'INCAPACITE DU CONTRAT										
(2) Taux d'incapacité professionnelle en %	(1) Taux d'incapacité fonctionnelle en %									
	10	20	30	40	50	60	70	80	90	100
10	10	16	21	25	29	33	37	40	43	46
20	13	20	26	32	37	42	46	50	55	58
30	14	23	30	36	42	48	53	58	62	67
40	16	25	33	40	46	52	58	63	69	74
50	17	27	36	43	50	56	63	68	74	79
60	18	29	38	46	53	60	66	73	79	84
70	19	30	40	48	56	63	70	77	83	89
80	20	32	42	50	58	66	73	80	87	93
90	21	33	43	52	61	69	76	83	90	97
100	22	34	45	54	63	71	79	86	93	100

<b>Etat d'IPP :</b> Vous bénéficiez d'une prestation égale à 50 % de celle prévue dans le cadre de l'ITT	<b>Etat d'IPT :</b> Vous bénéficiez d'une prestation identique à celle de l'ITT
---	--

Si le taux global d'incapacité fixé sur la base de ce tableau, et déterminé par le médecin conseil de l'Assureur, est égal ou supérieur à 66 %, les prestations de l'Assureur sont acquises.

**Si le taux global d'incapacité déterminé par le médecin conseil de l'Assureur sur la base de ce tableau est inférieur à 66 %, aucune prestation n'est due par l'Assureur au titre de la garantie IPT.** Si Vous n'exercez pas d'activité professionnelle au jour du sinistre, Vous êtes considéré en

IPT lorsque votre taux d'incapacité fonctionnelle est supérieur ou égal à 66 %.

La garantie Invalidité Permanente Totale ne s'applique ni durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les prêts en comportant, ni aux prêts non amortissables à différé total (remboursement en une seule fois du capital et des intérêts).

**La garantie IPT ne peut pas se cumuler avec la garantie ITT. La perception de la garantie IPT fait cesser votre prise en charge au titre de la garantie ITT.**

L'Assureur n'est pas tenu de suivre les décisions des organismes sociaux (Caisse primaire d'assurance maladie ou tout autre organisme assimilé) ou de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).

#### 5.2.B. PRESTATIONS IPT

La prestation garantie au titre du risque IPT, ses modalités de calcul et de versement sont identiques à celles de la garantie ITT définies à l'article 5.1, à l'exception du Délai de franchise.

#### 5.2.C. CESSATION DU VERSEMENT DES PRESTATIONS IPT

**Le versement des prestations cesse :**

- dans les cas de cessation des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du Contrat » ;
- dès que Vous n'êtes plus en mesure de fournir les justificatifs prévus à l'article 13.4 ;
- dès le moment où, après contrôle administratif et/ou médical demandé par l'Assureur, Vous êtes reconnu capable d'exercer votre activité professionnelle ou Vos activités habituelles non professionnelles, même à temps partiel ;
- dès que votre taux d'incapacité global, apprécié par le médecin conseil de l'Assureur, passe en dessous de 66 % ;
- dès que votre taux d'incapacité fonctionnelle, apprécié par le médecin conseil de l'Assureur, passe en dessous de 66 %, si Vous n'exercez pas d'activité professionnelle au moment du sinistre ;
- dès que Vous reprenez une quelconque activité professionnelle, de quelque nature que ce soit, même à temps partiel ;
- lorsque Vous êtes indemnisé (pour la première fois ou de nouveau) par Pôle Emploi.

### 5.3. GARANTIE INVALIDITÉ PERMANENTE PARTIELLE (IPP)

#### 5.3.A. DÉFINITION DE L'INVALIDITÉ PERMANENTE PARTIELLE

Lorsque Vous en bénéficiez, la garantie IPP Vous est acquise à partir du jour de consolidation de votre état de santé si votre taux global d'incapacité, déterminé par le médecin conseil de l'Assureur dans les conditions définies à l'article 5.2 de la présente Notice, est égal ou supérieur à 33 % et inférieur à 66 %.

Si le taux global d'incapacité déterminé par le médecin conseil de l'Assureur est inférieur à 33 %, dans les conditions définies à l'article 5.2 de la présente Notice, aucune prestation n'est due par l'Assureur.

Seules les personnes exerçant une activité professionnelle au moment du sinistre peuvent bénéficier des prestations prévues au titre de cette garantie.

La garantie Invalidité Permanente Partielle ne s'applique ni durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les prêts en comportant, ni aux prêts non amortissables à différé total (remboursement en une seule fois du capital et des intérêts).

**La garantie IPP ne peut pas se cumuler avec la garantie ITT. La perception de la garantie IPP fait cesser votre prise en charge au titre de la garantie ITT.**

L'Assureur n'est pas tenu de suivre les décisions des organismes sociaux (Caisse primaire d'assurance maladie ou tout autre organisme assimilé) ou de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).

#### 5.3.B. PRESTATIONS IPP

Pendant la durée d'Invalidité Permanente Partielle, après consolidation de votre état de santé, l'Assureur verse une prestation égale à 50 % de la prestation prévue au titre de la garantie ITT, avec les mêmes limites de montant de prise en charge, à l'exception du délai de Franchise.

#### 5.3.C. CESSATION DU VERSEMENT DES PRESTATIONS

**Le versement des prestations cesse :**

- dans les cas de cessation des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du Contrat » ;
- dès que votre taux d'incapacité global, apprécié par le médecin conseil de l'Assureur, passe en dessous de 33 % ;
- à la date de mise en jeu de la garantie IPT ;
- dès que Vous êtes déclaré apte à reprendre votre activité professionnelle par le médecin conseil de l'Assureur ;
- lorsque Vous reprenez une activité professionnelle, de quelque nature que ce soit, même à temps partiel ;
- lorsque Vous êtes indemnisé (pour la première fois ou de nouveau) par Pôle Emploi.

### 5.4. GARANTIE INVALIDITÉ AERAS (IA) POUR LES PRÊTS IMMOBILIERS

L'Assureur s'engage à respecter les dispositions de la Convention AERAS en vigueur à la date d'adhésion.

Si les garanties Incapacité Temporaire Totale et Invalidité Permanente Totale sont refusées pour raisons médicales, ou si elles sont accordées mais avec réserves, l'Assureur peut proposer à l'Assuré une garantie Invalidité AERAS. Seuls les Assurés en activité professionnelle au jour du sinistre peuvent être garantis pour le risque Invalidité AERAS. Le courrier mentionné à l'article 2.3 « Décision de l'Assureur et notification » précisera si cette garantie est ou non accordée.

#### 5.4.A. DÉFINITION DE L'INVALIDITÉ AERAS (IA)

L'Assuré est en état d'Invalidité AERAS lorsque, conformément aux dispositions de la Convention AERAS, les six conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- son invalidité doit être consécutive à une maladie ou à un Accident qui a entraîné l'interruption totale de toute activité professionnelle ;
- la consolidation de l'état d'invalidité a été constatée ;
- le taux d'incapacité fonctionnelle est supérieur ou égal à 70 % (ce taux d'incapacité sera évalué par référence au barème indicatif d'invalidité du Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite publié au Journal Officiel par décret N°2001-99 du 31 janvier 2001) ;
- la détermination du taux d'incapacité fonctionnelle s'effectuera en priorité sur analyse du dossier médical comprenant toutes les pièces demandées ci-dessous. L'Assureur se réserve le droit de diligenter un contrôle médical tel que prévu à l'article 15.1 pour apprécier ce taux et juger de la réalisation du risque Invalidité AERAS ;
- l'Assuré doit justifier d'une incapacité professionnelle, attestée par le bénéficiaire :
  - lorsqu'il est salarié : d'une pension d'invalidité 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> catégorie selon la définition de l'article L 341-4 du Code de la Sécurité sociale ;
  - lorsqu'il est fonctionnaire ou assimilé : d'un Congé Longue Durée ;

- lorsqu'il est non salarié : d'une notification d'incapacité totale à l'exercice de sa profession ;
- la date de reconnaissance par l'Assureur se situe avant la fin du mois du 67<sup>ème</sup> anniversaire de l'Assuré.

#### 5.4.B. PRESTATION GARANTIE

La prestation garantie au titre du risque Invalidité AERAS, ses modalités de calcul et de versement et ses conditions d'exclusion telles que définies à l'article 7 « Quels sont les risques exclus de votre Contrat ? » et de cessation sont identiques à celles définies pour la garantie ITT. Par exception, la date de début de prise en charge correspond à la date de reconnaissance par l'Assureur de l'état d'Invalidité AERAS. La date de consolidation retenue par les organismes sociaux ou assimilés ne lie pas l'Assureur.

#### 5.4.C. CESSATION DU VERSEMENT DES PRESTATIONS IA

**Le versement des prestations Invalidité AERAS cesse :**

- dans les cas de cessation de l'adhésion et des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du Contrat » ;
- lorsque l'Assuré n'est plus reconnu en état d'Invalidité AERAS tel que défini à l'article 5.4.A ;
- lorsqu'il n'est plus en mesure de fournir les justificatifs définis à l'article 13.5 ;
- lorsqu'après contrôle médical, le taux d'incapacité fonctionnelle est inférieur à 70 % ;
- en cas de reprise d'une activité professionnelle, même à temps partiel.

#### 5.5. EXTENSION DE COUVERTURE AFFECTIONS DORSALES ET PSYCHIATRIQUES SANS CONDITION D'HOSPITALISATION (DORSO-PSY)

Lorsque vous bénéficiez de l'extension de couverture DORSO-PSY, cette extension s'applique aux garanties ITT, IPT, IPP et à l'extension TPT (selon les garanties et extensions dont Vous bénéficiez). La période de franchise choisie pour la garantie ITT s'applique à cette extension de couverture.

Dans le cadre de cette extension DORSO-PSY, Vous êtes couvert, sans condition d'hospitalisation, pour les pathologies suivantes :

- les suites et conséquences de troubles du psychisme ou de maladies psychiatriques : névroses, psychoses, syndrome dépressif, anxiété pathologique, troubles de l'adaptation et troubles bi-polaires ;
- les suites et conséquences des syndromes de fatigue chronique, fibromyalgie ou syndrome polyalgique idiopathique diffus ;
- les sinistres résultant d'une atteinte et/ou affection vertébrale, para-vertébrale, discale ou radiculaire et spécialement : cervicalgies, dorsalgies, lombalgies, radiculalgies (névralgies cervico-brachiales, sciatalgies, cruralgies) et coccygodynies.

**Les exclusions spécifiques détaillées dans votre Proposition d'assurance signée sont applicables au titre de l'extension de couverture DORSO-PSY.**

Cette extension de couverture cesse le même jour que la garantie principale concernée. Les modalités de calcul et de versement des prestations sont identiques à celles de la garantie principale concernée.

#### 5.6. EXTENSION DE COUVERTURE GARANTIE TEMPS PARTIEL THÉRAPEUTIQUE (TPT)

Lorsque Vous bénéficiez de l'extension de couverture Temps Partiel Thérapeutique, la durée maximale d'indemnisation propre à cette couverture est précisée dans votre demande d'adhésion.

Cette extension de couverture Temps Partiel Thérapeutique Vous assure une indemnisation en cas de reprise de l'activité professionnelle à temps partiel thérapeutique après une période d'indemnisation en ITT d'au moins un mois. L'indemnisation s'élève à 50 % des prestations prévues en cas d'ITT et dans la limite de la durée de prise en charge maximale sélectionnée par vos soins dans la demande d'adhésion.

**Les exclusions spécifiques détaillées dans votre Proposition d'assurance signée sont applicables au titre de l'extension de couverture Temps Partiel Thérapeutique.**

**Les prestations cessent :**

- à la fin du Temps Partiel Thérapeutique et au plus tard à l'issue de la durée de prestation maximale précisée dans votre demande d'adhésion ;
- à la date de cessation de la couverture Temps Partiel Thérapeutique, conformément à l'article 11 de la présente Notice ;
- au plus tard à la date de consolidation prévue dans le cadre des garanties IPT et IPP.

#### 5.7. GARANTIE PERTE D'EMPLOI

Dans le cadre de votre demande d'Adhésion, Vous pouvez sélectionner et demander à bénéficier de la garantie Perte d'emploi si Vous remplissez les conditions cumulatives suivantes :

- Vous avez moins de 55 ans (date anniversaire) à la date de signature de Votre demande d'adhésion ;
- Vous êtes salarié d'un seul employeur et titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée, ouvrant droit, en cas de licenciement, au versement des allocations d'assurance chômage versées par Pôle Emploi ou autres organismes prévus aux articles L.5421, L.5427-1 et suivants du Code du travail. Le terme « Pôle Emploi » utilisé dans le présent Contrat regroupe ces différents organismes ;
- Vous n'êtes pas, au moment de la signature de la demande d'adhésion, en préavis de licenciement ;
- Vous avez demandé simultanément à adhérer aux garanties Décès et PTIA dans le cadre de votre Demande d'Adhésion, et Vous avez été accepté par l'Assureur au minimum pour la garantie Décès.

La garantie Perte d'emploi ne s'applique ni durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les prêts en comportant, ni aux prêts non amortissables (remboursement du capital et des intérêts en une seule fois au terme).

##### 5.7.A. DÉFINITION

Sous réserve du paiement de la prime, Vous êtes considéré en situation de Perte d'emploi lorsque les trois conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- Vous êtes en situation de chômage total résultant exclusivement d'un licenciement ;
- Ce licenciement a mis fin à une période d'activité salariée d'au moins une année entière sous contrat de travail à durée indéterminée chez un employeur unique ;
- Vous percevez les allocations d'assurance chômage prévues aux articles L.5421-1 et suivants du Code du travail.

La garantie Perte d'emploi est soumise à une **Période de carence, d'une durée de 365 jours**, qui débute à la date de prise d'effet de l'assurance.

**Un licenciement notifié au salarié durant cette période ne donnera jamais lieu à prise en charge même si la situation de chômage se prolonge au-delà de ces 365 jours.**

##### 5.7.B. PRESTATIONS

Pour chaque prêt garanti, le montant de la prestation est calculé à partir du montant de l'échéance du prêt défini dans le tableau d'amortissement

auquel s'applique :

- la quotité indiquée pour chaque Assuré dans sa demande d'adhésion au titre de la garantie Perte d'emploi;
- le prorata du nombre de jours calendaires de Perte d'emploi rapporté au nombre de jours entre deux échéances (au-delà de la franchise).

**Le montant des prestations dues au titre de la garantie Perte d'emploi ne peut en tout état de cause excéder un montant de 3 500 euros par mois (pour une quotité de 100 %) ou 1 750 euros par mois (pour une quotité de 50 %).**

La prestation est maintenue tant que l'Assuré justifie de sa situation de Perte d'emploi dans la limite d'une durée maximum de 365 jours d'indemnisation.

Sont prises en considération les échéances :

- en capital et intérêts pour les prêts en cours d'amortissement ;
- en intérêts seulement pour les prêts en période de différé d'amortissement du capital avec paiement régulier d'intérêts pendant cette période ;
- en intérêts seulement pour les prêts amortis en une seule fois au terme, mais avec paiement régulier d'intérêts. La partie en capital de la dernière échéance n'est pas prise en charge.

**Aucune majoration d'échéance ne peut être prise en considération pendant une prise en charge au titre de la garantie Perte d'emploi :** pour les prêts à échéances modulables et les opérations de réaménagement du crédit, les échéances prises en charge sont celles en vigueur à la veille du sinistre.

Cas particuliers :

- Par dérogation à l'alinéa précédent, seront prises en compte les modifications à la hausse des échéances **résultant de la fin d'exercice d'une option contractuelle prévue au contrat de prêt et décidée avant la date du sinistre**. Ainsi la prise en charge se poursuivra sur la base des nouvelles échéances résultant de la fin de l'exercice d'une telle option, sans toutefois que le montant de l'échéance puisse être supérieur à celui qui était défini avant exercice de l'option du contrat de prêt ;
- **En cas de modification des échéances à la baisse pendant une prise en charge :** l'Assureur retiendra, pour assiette de calcul de la prestation, le montant de la nouvelle échéance.

**Si plusieurs Assurés au titre d'un prêt ont droit en même temps à prise en charge, le total des prestations ne peut excéder le montant de l'échéance.**

Durée de prestation :

Au titre d'un même licenciement, la prise en charge ne peut excéder 365 jours d'indemnisation (continus ou non), même si Vous êtes encore au chômage au-delà.

Pour bénéficier d'une nouvelle période de prise en charge, Vous devez réunir les conditions **cumulatives** suivantes :

- être en situation de chômage total résultant d'un nouveau licenciement ;
- ce nouveau licenciement doit avoir mis fin à une période d'activité salariée d'au moins une année entière sous contrat de travail à durée indéterminée chez un employeur unique ;
- percevoir les allocations d'assurance chômage prévues aux articles L.5421-1 et suivants du Code du travail.

#### 5.7.C. FRANCHISES

Les prestations sont dues à l'expiration du Délai de franchise prévu dans votre demande d'adhésion signée. Cette période de franchise ne donnera jamais lieu à prise en charge.

#### Précisions :

Une indemnisation par un organisme de protection sociale au titre de l'assurance maladie ou maternité pendant la période de franchise suspend le décompte du délai de franchise jusqu'à la reprise de l'indemnisation par Pôle Emploi.

Une reprise d'activité professionnelle pendant la période de franchise entraîne l'application d'une nouvelle période de franchise si l'Assuré justifie d'une nouvelle situation de chômage, indemnisée par Pôle Emploi qui fait suite à l'un des événements suivants :

- un licenciement ;
- une fin de contrat à durée déterminée ;
- une période d'essai non concluante ;
- une fin de stage de formation professionnelle.

#### 5.7.D. REPRISE TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ EN COURS D'INDEMNISATION

Une reprise d'activité professionnelle d'une durée inférieure ou égale à 180 jours, ou bien une prise en charge par des organismes sociaux (Caisse primaire d'assurance maladie ou tout autre organisme assimilé) au titre de l'assurance maladie ou maternité n'ont qu'un effet suspensif sur le versement des prestations. L'Assureur reprend ses versements sur production des bordereaux ou relevés de situation attestant de la reprise du versement des allocations d'assurance de Pôle Emploi.

Une reprise d'activité professionnelle d'une durée supérieure à 180 jours met fin au versement des prestations. Toutefois, l'Assuré pourra bénéficier ultérieurement, après application d'une nouvelle période de franchise, d'une ou plusieurs autres périodes d'indemnisation, s'il justifie d'une nouvelle situation de chômage total indemnisé par Pôle Emploi faisant suite à l'un des événements suivants :

- un licenciement ;
- une fin de contrat à durée déterminée ;
- une période d'essai non concluante ;
- une fin de stage de formation professionnelle.

#### 5.7.E. CESSATION DU VERSEMENT DES PRESTATIONS PERTE D'EMPLOI

**Le versement des prestations cesse :**

- **lorsque la durée maximale d'indemnisation au titre du sinistre est atteinte ;**
- **en cas d'Incapacité Temporaire Totale par suite de maladie ou d'accident si les allocations chômage sont suspendues à ce titre ;**
- **en cas de prise en charge par un organisme de protection sociale au titre de l'assurance maladie, maternité ;**
- **à la date de cessation du versement des allocations du régime de l'assurance chômage ;**
- **en cas de reprise d'une activité à temps partiel ou à temps complet, en contrat à durée déterminée ou indéterminée ;**
- **à la date de mise en jeu des garanties PTIA, ITT, IPT, IPP ou des extensions de couverture Temps Partiel Thérapeutique et DORSO-PSY ;**
- **le jour où l'Assuré a liquidé ses droits à la retraite au titre de son activité professionnelle ou pour inaptitude ;**
- **en tout état de cause, au plus tard, au dernier jour du mois de survenance du 67ème anniversaire de l'Assuré ;**
- **au plus tard le jour de la cessation de l'adhésion.**

La garantie Perte d'emploi cesse :

- dans les cas de cessation des garanties visés à l'article 11 « Cessation des garanties et résiliation du contrat » ;
- à la date de mise à la retraite ou préretraite, quelle qu'en soit la cause (invalidité, réforme, inaptitude ou autre) ;
- au jour où Vous bénéficiez du statut de travailleur non salarié ou cessez d'exercer toute activité professionnelle. Vous êtes tenu d'informer le Prêteur de ce changement de situation. En cours de prêt, Vous pourrez réintégrer le groupe assuré, sous réserve de la reprise du paiement des primes, dans le cas où Vous reprendriez une activité professionnelle salariée exercée sous contrat à durée indéterminée, sur demande écrite dans les 3 mois suivant cette reprise.

## **6. RÉGLEMENT ET MONTANT DES PRESTATIONS**

### **6.1. RÉGLEMENT DES PRESTATIONS**

Pour chaque garantie, la prestation est calculée selon les quotités assurées (également appelées taux de couverture) portées sur votre demande d'adhésion.

Si plusieurs personnes sont assurées pour un même financement, les prestations de l'Assureur sont limitées aux montants dus au titre des prêts garantis et figurant sur le tableau d'amortissement.

Le remboursement des mensualités de prêts doit se poursuivre jusqu'à la prise en charge des prestations par l'Assureur.

### **6.2. PRESTATIONS MAXIMALES GARANTIES**

Si Vous êtes assuré pour plusieurs dossiers de prêts auprès de PREDICA, le montant maximal de la prestation à verser est limité par Assuré et pour tous prêts confondus

- à 15 000 000 € pour les garanties décès et PTIA ;
- à 10 000 € par mois pour les garanties IA, ITT et IPT, IPP et les extensions de couverture DORSO-PSY, TPT.

Le montant de prestation maximal de la garantie Perte d'emploi est indiqué sur votre demande d'adhésion.

Le montant de prestation maximal au titre de la garantie Perte d'emploi est indiqué à l'article 5.7.B.

## **7. QUELS SONT LES RISQUES EXCLUS DE VOTRE CONTRAT ?**

**Sont exclus pour l'ensemble des garanties du présent Contrat :**

- **Le suicide de l'Assuré dans la première année d'assurance. Toutefois, pour les prêts destinés à l'acquisition du logement principal de l'Assuré, le suicide est couvert la première année, dans la limite d'un plafond de 120 000 €.**
- **Les accidents, blessures, maladies et mutilations, lorsque ces événements résultent d'un fait volontaire de l'Assuré.**
- **Les conséquences des faits de guerre étrangère lorsque l'Etat Français est partie belligérante.**
- **Les conséquences des faits de guerre civile, d'émeutes, d'insurrections, d'attentats et d'actes de terrorisme, quels qu'en soient le lieu et les protagonistes, dès l'instant où l'Assuré y prend une part active. *Les gendarmes, les militaires, les policiers, les pompiers et les démineurs dans l'exercice de leur profession ne sont pas visés par cette exclusion.***
- **Les risques aériens se rapportant à des compétitions, démonstrations, acrobaties, raids, vols d'essai, vols sur prototypes, tentatives de records.**
- **Les risques encourus sur véhicules terrestres à moteur à l'occasion de compétitions ou de rallyes de vitesse.**
- **Les effets directs ou indirects d'explosions, de dégagement de chaleur, d'inhalations, quand ils proviennent de la transmutation de noyaux d'atome. *Les gendarmes, les militaires, les policiers et les personnels civils de la défense, dans l'exercice de leurs missions, ne sont pas visés par cette exclusion.***

**Si vous ne bénéficiez pas de l'extension de couverture Affections dorsales et psychiatriques sans condition d'hospitalisation (DORSO-PSY), sont exclus pour les garanties ITT, IPT, IPP et les extensions de couverture TPT du présent Contrat :**

- **Les suites et conséquences de troubles du psychisme ou de maladies psychiatriques : névroses, psychoses, syndrome dépressif, anxiété pathologique, troubles de l'adaptation et troubles bi-polaires, sauf si cette atteinte et/ou affection nécessite une hospitalisation de plus de 9 jours consécutifs, exclusion faite des séjours en maison de convalescence ou de repos ;**
- **Les suites et conséquences des syndromes de fatigues chroniques, fibromyalgie ou syndrome polyalgique idiopathique diffus, sauf si cette atteinte et/ou affection nécessite une hospitalisation de plus de 9 jours consécutifs, exclusion faite des séjours en maison de convalescence ou de repos ;**
- **Les sinistres résultant d'une atteinte et/ou affection vertébrale, para-vertébrale, , discale ou radiculaire et spécialement : cervicalgies, dorsalgies, lombalgies, radiculalgies (névralgies cervico-brachiales, sciatalgies, cruralgies) et coccygodynies, sauf si cette atteinte et/ou affection nécessite une hospitalisation de plus de 9 jours consécutifs, exclusion faite des services de SSR (Soins de Suite et Réadaptation dont la rééducation fonctionnelle) et des séjours en maison de convalescence ou de repos.**

**Au titre de la garantie Perte d'emploi, ne peuvent jamais donner lieu à indemnisation :**

- **le chômage résultant de votre démission, même indemnisé par Pôle Emploi ;**
- **le chômage à l'issue ou en cours d'un contrat de travail à durée déterminée, sauf application des articles 5.7.C. « Franchises » ou 5.7.D. « Reprise temporaire d'activité en cours d'indemnisation » ;**
- **le chômage résultant du licenciement d'un Assuré salarié de son conjoint, d'un ascendant, d'un descendant, d'un collatéral, d'un Co-emprunteur, ou cautions personnes physiques ou salarié d'une personne morale contrôlée ou dirigée par lui-même, son conjoint, par un ascendant, par un descendant, par un collatéral ou par un Co-emprunteur ou cautions personnes physiques ;**
- **la Perte d'emploi, même indemnisée par Pôle Emploi, résultant d'un accord entre employeur et salarié dit départ négocié ou rupture conventionnelle du contrat de travail (articles L.1237-11 et suivants du Code du travail) ;**
- **le chômage partiel ou saisonnier ;**

- le licenciement pour fin de chantier ;
- le chômage non indemnisé par Pôle Emploi ;
- toute forme de cessation d'activité dont la réglementation n'implique pas la recherche d'un nouvel emploi ;
- la rupture du contrat de travail, en cours ou à l'issue d'une période d'essai, sauf application des articles 5.7.C. « Franchises » ou 5.7.D. « Reprise temporaire d'activité en cours d'indemnisation ».

## **8. LA TERRITORIALITÉ**

Les garanties et extensions de couverture du Contrat couvrent l'Assuré dans tous les pays du monde sous réserve de la production des justificatifs visés à l'article 13. Si l'Assureur demande une visite médicale, elle doit obligatoirement s'effectuer sur le sol français.

Les frais éventuellement engagés par l'Assuré pour se rendre à la convocation médicale de l'Assureur sur le sol français, restent à la charge de l'Assuré. Les honoraires du médecin désigné par l'Assureur sont pris en charge par ce dernier.

## **LA VIE DU CONTRAT**

### **9. MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS DE VIE DU PRÊT**

Toute modification d'une ou plusieurs caractéristiques de votre Contrat et des garanties est subordonnée à l'acceptation préalable de l'Assureur ainsi qu'à la signature d'un avenant entre Vous et l'Assureur.

### **10. LA DATE D'EFFET ET LA DURÉE DE VOTRE CONTRAT**

#### **10.1. DATE DE CONCLUSION DE L'ADHÉSION**

L'adhésion est conclue :

- soit à la date de signature de votre demande d'adhésion si Vous êtes accepté au taux normal sans réserve ;
- soit à la date de réception par l'Assureur de la proposition d'assurance dûment acceptée par Vous-même, le cas échéant.

**Si une évolution de votre état de santé survient avant la date de conclusion de l'adhésion, Vous êtes tenu d'en informer l'Assureur par l'intermédiaire du Prêteur.**

#### **10.2. PRISE D'EFFET DES GARANTIES**

Les garanties prennent effet, sous réserve de l'encaissement de la première prime, à la plus tardive des deux dates suivantes :

- date de conclusion de l'adhésion ;
- ou date de signature du contrat de crédit ou date d'acceptation de l'offre de contrat de crédit pour les crédits relevant des articles L. 313-1 et suivants du Code de la consommation.

Toutefois, une garantie « décès accidentel » est accordée à compter du jour de la signature de la demande d'adhésion (hors demande de devis), jusqu'à la date de prise d'effet des garanties sous réserve toutefois qu'une demande de prêt ait été formalisée auprès du Prêteur. Elle est égale au montant emprunté pondéré par la quotité d'assurance demandée dans la limite de 200 000 €. **Cette couverture « décès accidentel » cesse en tout état de cause en cas de refus de l'adhésion par l'Assureur et au plus tard 3 mois après la date de signature de votre demande d'adhésion.**

Si la date de prise d'effet des garanties retenue est antérieure à la date d'expiration du délai de renonciation tel que prévu à l'article 10.3 « Faculté de renonciation » de la présente notice, les garanties ne pourront prendre effet qu'à l'expiration dudit délai de renonciation, sauf demande contraire de l'Assuré, exprimée notamment sous forme de demande de mise à disposition de tout ou partie des sommes objets du contrat de prêt, **et sous réserve de l'encaissement de la première prime.**

### **10.3. FACULTÉ DE RENONCIATION**

#### **10.3.A. DÉLAI POUR EXERCER LA FACULTÉ DE RENONCER**

L'Assuré a la faculté de renoncer à son adhésion par lettre recommandée avec avis de réception pendant le délai de 30 jours calendaires révolus à compter de la date de signature de la demande d'adhésion, ou de la proposition d'assurance le cas échéant.

Vous ne pouvez plus exercer votre droit de renonciation dès lors que Vous demandez la prise en charge d'un sinistre mettant en jeu une garantie du Contrat.

#### **10.3.B. MODALITÉS DE LA RENONCIATION**

La renonciation doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, envoyée au Prêteur. Elle peut être faite selon le modèle suivant : "Je soussigné(e) M. Mme..... [nom, prénom, adresse] déclare renoncer au Contrat signé le ..... à ..... [lieu d'adhésion]. Le .....[date et signature]."

#### **10.3.C. EFFETS DE LA RENONCIATION**

L'adhésion est réputée ne jamais avoir existé et l'Assureur procède, par l'intermédiaire du Prêteur, au remboursement de l'intégralité des primes versées dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception. En cas d'exercice par l'Assuré de sa faculté de renonciation, **l'attention de l'Assuré est attirée sur le fait que dans l'hypothèse où la renonciation porte sur une adhésion accessoire à un prêt immobilier, le Prêteur peut se réserver le droit, dans les conditions prévues à l'offre de prêt et dans le respect de la réglementation applicable, de reconsidérer sa position sur le sort de l'opération de prêt demandée/octroyée et initialement couverte en application du présent Contrat.**

#### **10.4. DURÉE DU CONTRAT**

**Votre adhésion est conclue pour la durée du prêt mentionnée dans la demande d'adhésion, sous réserve de la survenance des cas de cessation mentionnés à l'article 11.**

#### **10.5. DATE D'ANNIVERSAIRE**

La date anniversaire pour l'exercice de la faculté annuelle de résiliation de votre contrat correspond à celle de la date à laquelle vous avez signé votre offre de prêt.

## **11. CESSATION DES GARANTIES ET RÉSILIATION DU CONTRAT**

### **11.1. CAS DE CESSATION DES GARANTIES**

Votre adhésion et vos garanties cessent en cas :

- de non-paiement des primes et après mise en œuvre des formalités de l'article L.141-3 du Code des assurances ;
- de règlement des prestations au titre des garanties Décès ou PTIA ;
- de survenance de l'échéance finale du financement ;
- de remboursement total anticipé du financement ;
- de cessation du financement ou d'absence de prise d'effet du Financement, quelque qu'en soient les causes, et notamment en cas de résolution du financement, d'exercice par l'Assuré de son droit de rétractation au Financement, de non réalisation des conditions suspensives d'obtention du Financement ;
- d'exigibilité du financement avant terme ;

- de transfert du financement à un autre emprunteur, sauf dans le cas où l'Emprunteur personne physique transfère son prêt à une personne morale dont il est l'unique associé ;
- de départ de l'Assuré, associé ou dirigeant de droit de la personne morale emprunteuse, dans la mesure où il résilie son engagement de caution ;
- de fin de votre engagement de caution du financement, si Vous avez adhéré au Contrat en qualité de caution personne physique et non d'emprunteur ou co-emprunteur ;
- de réception par l'Assureur de la lettre de renonciation conformément à l'article 10.3 « Faculté de renonciation ».

En outre, chaque garantie cesse au plus tard au dernier jour du mois de survenance de l'âge limite de garantie fixé à :

- 90 ans pour la garantie Décès (\*) ;
- 70 ans pour la garantie Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ;
- 67 ans pour les garanties Incapacité Temporaire Totale, Invalidité Permanente Totale, Invalidité AERAS, Invalidité Permanente Partielle, Temps Partiel Thérapeutique, Affections dorsales et psychiatriques sans condition d'hospitalisation et Perte d'emploi.

(\*) En cas de financement faisant dépasser l'encours global assuré chez PREDICA tous contrats assurance emprunteur confondus, de 2 000 000 €, la limite d'âge d'effet de la garantie Décès est ramenée à 80 ans.

## 11.2. EXERCICE PAR L'ASSURÉ DE SA FACULTÉ DE RÉSILIATION

Votre adhésion et vos garanties cessent en cas d'exercice de votre faculté de résiliation :

- dans les 12 mois suivant la signature de votre offre de prêt et au plus tard 15 jours avant le terme de cette période. Dans ce cas, la demande de résiliation doit être adressée par lettre recommandée à l'Assureur par l'intermédiaire de votre Prêteur à l'adresse figurant en en-tête de la Fiche Standardisée d'Information qui vous a été remise.

La résiliation prend effet, soit dix (10) jours après la réception par l'Assureur de la décision du Prêteur, soit à la date de prise d'effet du contrat accepté en substitution par le Prêteur si celle-ci est postérieure.

- chaque année à la date anniversaire de la signature de votre offre de prêt, exercée au moins deux mois avant cette date anniversaire. Dans ce cas, la demande de résiliation peut être adressée par lettre simple ou recommandée à l'Assureur par l'intermédiaire de votre Prêteur à l'adresse figurant en en-tête de la Fiche Standardisée d'Information qui vous a été remise.

Si les garanties de votre adhésion sont exigées par le Prêteur, la résiliation prend effet, soit dix (10) jours après réception par l'Assureur de la décision d'acceptation du Prêteur du contrat proposé en substitution, soit à la date de prise d'effet du contrat accepté en substitution par le Prêteur si celle-ci est postérieure, et dans tous les cas, au plus tôt à la date anniversaire susmentionnée.

Vous devez notifier à l'Assureur par lettre recommandée la décision d'acceptation du Prêteur du contrat d'assurance proposé en substitution.

## 12. CALCUL ET PAIEMENT DES PRIMES

### 12.1. MONTANT DE LA PRIME

La couverture des risques garantis est accordée moyennant le paiement par l'Assuré de la prime d'assurance. La prime d'assurance est déterminée selon les conditions tarifaires indiquées dans votre demande d'adhésion ou le cas échéant votre proposition d'assurance signée ou l'offre de prêt, ou dans le courrier adressé par le Prêteur si l'assurance est souscrite en cours de prêt.

Dans le cas d'un remboursement anticipé partiel, le montant de l'assiette de prime est diminué du montant du capital remboursé pour le calcul des primes suivantes.

**La prime d'assurance est calculée en fonction de la durée de chacune des garanties. La cessation contractuelle des garanties PTIA, ITT, IPT, IPP, PE et des extensions de couverture TPT et DORSO-PSY n'entraîne donc pas de diminution du montant de la prime due.**

### 12.2. MODALITÉS DE PAIEMENT DE LA PRIME

Les primes sont payables d'avance mensuellement au Prêteur, au nom et pour le compte de l'Assureur, distinctement de l'échéance de prêt. Elles sont payables notamment par prélèvement sur un compte ouvert au nom de l'Assuré ou de l'Emprunteur et pour le compte de l'Assureur auprès d'un établissement français ou de l'Union Européenne.

L'Assuré est tenu au paiement de l'intégralité de ses primes pendant toute la durée de l'adhésion. Une prise en charge au titre de l'ITT, de l'IPT, de l'IPP, du TPT, de DORSO-PSY ou de la Perte d'emploi ne suspend pas l'obligation de paiement de vos primes d'assurance.

En cas de non-paiement des primes, le Prêteur peut exclure définitivement l'Assuré conformément à l'article L. 141-3 du Code des assurances. L'exclusion interviendra au terme d'un délai de 40 jours à compter de l'envoi par le Prêteur d'une lettre recommandée de mise en demeure adressée au plus tôt 10 jours après la date à laquelle les sommes dues doivent être payées.

## QUE FAIRE EN CAS DE SINISTRE ?

### 13. LES FORMALITÉS À REMPLIR

La demande de prise en charge doit se faire auprès du Prêteur qui Vous communiquera les coordonnées du service auquel devra être adressée la déclaration de sinistre. Les frais liés à l'obtention et à l'envoi des pièces justificatives sont à la charge de l'Assuré.

**Si Vous faites intentionnellement de fausses déclarations sur la nature, les causes, les circonstances, les conséquences du sinistre, ou si Vous produisez des documents falsifiés, la garantie et/ou l'extension de couverture ne Vous sera pas acquise, et ce pour la totalité du sinistre. Vous perdrez également tout droit à garantie pour la totalité du sinistre si celui-ci est volontairement provoqué.**

**NOTA : le versement des prestations est subordonné à la production des justificatifs ci-dessous. L'appréciation du risque garanti relève de l'Assureur qui se réserve le droit de demander toute pièce complémentaire nécessaire à l'étude de la demande de prestation.**

#### 13.1. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS DE DÉCÈS

- Un acte ou un bulletin de décès
- Un certificat médical indiquant en particulier si le décès est dû à une cause naturelle ou accidentelle et s'il est dû ou non à un risque exclu

**La déclaration doit être faite dans les jours qui suivent la survenance du décès.**

#### 13.2. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS DE PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE

- Un Questionnaire Médical d'Incapacité - Invalidité préétabli, tenu à votre disposition chez le Prêteur, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin. En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, Vous devrez fournir, en plus de ce questionnaire médical incomplet, un certificat médical confirmant :
  - que Vous êtes dans l'incapacité totale et définitive de Vous livrer à toute occupation ou à toute activité rémunérée ou pouvant Vous procurer gain ou profit ;
  - la date à laquelle cet état a revêtu un caractère définitif et la nature de la maladie ou de l'accident dont résulte la PTIA ;

- que votre état Vous oblige à recourir à l'assistance totale et constante d'une tierce personne pour accomplir les quatre actes ordinaires de la vie (se laver, s'habiller, se nourrir, se déplacer).

- Un justificatif de prise en charge de l'invalidité mentionnant l'assistance d'une tierce personne délivré par votre organisme de protection sociale **pour les personnes exerçant une activité professionnelle ou étant au chômage lors de la survenance de l'état de PTIA.**

**Le dossier complet de demande de prise en charge doit être remis dans les jours qui suivent la survenance de l'invalidité et au plus tard dans un délai de 2 ans, sous peine de perdre droit à toute indemnisation au titre du sinistre.**

### 13.3. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE, DE TEMPS PARTIEL THÉRAPEUTIQUE, DE DORSO-PSY

- Un Questionnaire Médical d'Incapacité - Invalidité préétabli, tenu à votre disposition chez le Prêteur, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin. En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, Vous devrez fournir, en plus de ce questionnaire médical incomplet, un certificat médical indiquant :
  - la nature de la maladie ou de l'accident ayant provoqué l'incapacité
  - la date de l'accident ou de début de la maladie
  - la durée probable de l'incapacité

Vous devez joindre également :

- pour les salariés : les bordereaux de paiement d'indemnités journalières maladie ou accident de votre organisme de protection sociale, ou une attestation de l'employeur en cas de subrogation. Le titre de pension invalidité 1<sup>ère</sup> catégorie n'est pas recevable pour justifier de l'éligibilité à l'Incapacité Temporaire Totale, au Temps Partiel Thérapeutique, à DORSO-PSY;
- pour les fonctionnaires et assimilés : une attestation de l'employeur ou l'arrêté de position administrative ;
- pour les personnes sans profession, les demandeurs d'emploi et les retraités : un certificat médical précisant les périodes d'incapacité à vos activités habituelles non professionnelles, même à temps partiel ;
- pour les Travailleurs Non-Salariés : les indemnités journalières pour les personnes relevant du Régime Social des Indépendants, à défaut un certificat médical précisant les périodes d'arrêt de travail, ou le Titre de pension (TP) pour incapacité au métier.

**La déclaration doit être faite à l'issue de la période de franchise et au plus tard dans le délai de 90 jours suivant cette date. A défaut une déchéance partielle de garantie pourra être appliquée, conformément à l'article L.113-2-4° du Code des assurances (réduction de votre prestation dans la proportion du préjudice que ce manquement nous aura fait subir) et la prise en charge débutera au jour de la réception du dossier complet par l'Assureur.**

Pour la poursuite de l'indemnisation, ces pièces doivent être fournies au rythme de leur renouvellement par l'organisme concerné, tous les trois mois pour le certificat médical et à la demande de l'Assureur pour le questionnaire médical d'Incapacité - Invalidité. **A défaut de présentation de ces pièces, les prestations cessent d'être versées.**

### 13.4. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS D'INVALIDITÉ PERMANENTE TOTALE, D'INVALIDITÉ PERMANENTE PARTIELLE

Un Questionnaire Médical d'Incapacité - Invalidité préétabli, tenu à votre disposition chez le Prêteur, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin. En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, Vous devrez fournir, en plus de ce questionnaire médical incomplet, un certificat médical indiquant :

- la nature de la maladie ou de l'Accident ayant provoqué l'incapacité
- la date de l'accident ou de début de la maladie
- la durée probable de l'incapacité

Joindre également :

- pour les salariés le cas échéant : une copie de la notification par votre organisme de protection sociale de votre mise en invalidité de 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> catégorie, ou une copie de la notification d'attribution d'une rente correspondant à un taux d'invalidité supérieur à 66 % ;
- pour les fonctionnaires et assimilés : une copie de l'avis du Comité Médical ou de la Commission de Réforme, et une copie de l'arrêté de position administrative ou une copie du titre de pension ;
- pour les personnes sans profession, les demandeurs d'emploi et les retraités : un certificat médical précisant les périodes d'incapacité à vos activités habituelles non professionnelles, même à temps partiel ;
- pour les Travailleurs Non-Salariés : une copie du titre de pension d'Invalidité Permanente Totale et Définitive.

Il vous appartient de déclarer la consolidation de votre état de santé dans les 6 mois de celle-ci. **Si la consolidation de votre état de santé est déclarée après ce délai, la prise en charge débutera, sous réserve d'acceptation du dossier par l'Assureur, à compter du jour de la réception par celui-ci de la déclaration de consolidation.**

### 13.5. JUSTIFICATIFS À FOURNIR EN CAS D'INVALIDITÉ AERAS

Il revient à l'Assuré de fournir au Prêteur, **dans les 180 jours qui suivent la survenance de l'invalidité**, toute information de nature à permettre de constater et vérifier un droit à prestations et notamment :

- un Questionnaire Médical d'Incapacité - Invalidité préétabli, tenu à votre disposition chez le Prêteur, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin. En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, l'Assuré devra fournir, en plus du Questionnaire incomplet, un certificat médical attestant la date à laquelle cet état a revêtu un caractère définitif et la nature de la maladie ou de l'accident dont résulte l'invalidité.

Vous devez joindre également :

- pour les salariés : une copie de la notification par votre organisme de protection sociale d'une pension d'invalidité 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> catégorie ;
- pour les fonctionnaires et assimilés : une copie de l'avis du Comité Médical ou de la Commission de Réforme, et une copie de l'arrêté de position administrative ou une copie du titre de pension ;
- pour les non-salariés : une copie du titre de pension d'invalidité à 100 % ou une copie du titre de pension d'Invalidité Permanente Totale et Définitive.

### 13.6. EN CAS DE PERTE D'EMPLOI

- Une copie de votre lettre de licenciement et de votre lettre d'admission au bénéfice du revenu de remplacement délivrée par Pôle Emploi ou par l'Etat
- Une attestation de votre ou de vos employeurs précédents précisant la nature du contrat de travail au moment de votre licenciement, ainsi que les natures, dates de début et de fin de vos contrats de travail depuis votre adhésion au Contrat
- Vos bordereaux de paiement des prestations par Pôle Emploi ou par un organisme assimilé
- Le tableau d'amortissement en vigueur à la veille de la date de licenciement

**La déclaration doit être faite à l'issue de la période de franchise et au plus tard dans un délai de 90 jours suivant cette date.** Quand l'Assureur a accepté la demande de prise en charge, Vous devez adresser au Prêteur, dans les meilleurs délais, les bordereaux ou relevés de situation de versement des allocations d'assurance servies par Pôle Emploi. Ils conditionnent le versement des prestations.



Dans les cas suivants, Vous devez fournir des documents complémentaires :

- au terme d'une période de prise en charge par un organisme de protection sociale au titre de l'assurance maladie ou maternité : les bordereaux de versement des prestations correspondants ;
- à l'issue d'une reprise temporaire d'activité, le ou les certificats de travail, et si la reprise est supérieure à 180 jours :
  - la lettre de licenciement ou la notification de l'employeur mettant fin à la période d'essai non concluante ou le contrat de travail à durée déterminée ou le certificat de stage ;
  - l'avis de réadmission (ou de prolongation) aux allocations d'assurance versées par Pôle Emploi.

#### **14. LES BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS**

Le Prêteur est bénéficiaire acceptant des prestations garanties au titre des garanties et extensions de couverture à concurrence des sommes qui lui sont dues, fixées selon le tableau d'amortissement ou l'échéancier du (des) prêt(s). Le surplus éventuel est versé à vos héritiers en cas de décès, et à Vous-même en cas de PTIA. Lorsque l'emprunteur est une personne morale, le surplus est reversé à la personne morale.

#### **15. CONTRÔLE ET EXPERTISE**

##### **15.1. EXAMEN DES PIÈCES MÉDICALES ET/OU ADMINISTRATIVES**

La production des justificatifs définis aux paragraphes 14 « les formalités à remplir » est indispensable mais nullement suffisante pour obtenir le paiement des prestations. En effet, au terme de l'examen de l'ensemble des pièces médicales et/ou administratives fournies, l'Assureur détermine si Vous êtes en état de PTIA, d'ITT, d'IPT, d'IPP, d'IA et si Vous pouvez bénéficier des extensions de couverture DORSO-PSY, TPT au sens du Contrat et peut :

- accepter la prise en charge ;
- refuser la prise en charge ;
- arrêter la prise en charge ;
- suspendre la prise en charge dans l'attente de la production de justificatifs supplémentaires et/ou des conclusions du rapport d'une visite médicale effectuée à la demande de l'Assureur auprès d'un médecin désigné par ce dernier et à ses frais. Vous pouvez Vous faire assister du médecin de votre choix, à vos frais.

Les conclusions de la visite médicale peuvent conduire à une cessation de prise en charge par l'Assureur. Si Vous contestez cette décision, une procédure de conciliation peut être demandée selon les modalités prévues à l'article 15.2.

Si Vous refusez de Vous soumettre à la visite médicale ou si Vous ne pouvez être joint par défaut de notification de changement d'adresse, la prise en charge est suspendue et reprendra le cas échéant à compter de la date de la visite médicale. Dans ce cas, cette période de suspension ne pourra faire l'objet d'aucune indemnisation quelles que soient les conclusions de la visite médicale.

##### **15.2. CONCILIATION ET TIERCE EXPERTISE**

Tout refus de prise en charge par l'Assureur suite à un contrôle médical, dès lors que ce refus n'est pas la conséquence d'une fausse déclaration intentionnelle, peut faire l'objet, à votre demande, d'une procédure de conciliation.

Votre demande, formulée par écrit et adressée au Prêteur, doit indiquer que Vous sollicitez la mise en place de cette procédure et être accompagnée d'un certificat du médecin que Vous désignerez pour Vous représenter. Cette lettre, destinée à PREDICA, doit lui parvenir dans un délai de 90 jours suivant le contrôle médical pour permettre la mise en place de cette procédure. Le certificat doit détailler votre état de santé au jour du dernier contrôle médical effectué par PREDICA et indiquer son évolution depuis cette date. Votre demande doit en outre, mentionner que Vous acceptez les règles de la procédure de conciliation indiquées ci-après.

La procédure de conciliation sera initiée dans les 12 mois qui suivent la date de la visite médicale.

Le médecin que l'Assuré aura désigné et le médecin contrôleur de l'Assureur, rechercheront une position commune relative à l'état de santé de l'Assuré. L'accord éventuel des parties sera formalisé par la signature d'un procès-verbal d'accord. Si celui-ci n'est pas obtenu, l'Assureur invitera alors son médecin contrôleur et le médecin désigné par l'Assuré à désigner un médecin tiers expert. Les conclusions de cet expert s'imposeront aux parties dans le cadre de la procédure de conciliation.

Quelle que soit l'issue de cette conciliation, l'Assuré prendra en charge les frais et honoraires de son médecin ainsi que la moitié des frais et honoraires du médecin tiers expert.

En tout état de cause, les parties conservent le droit de saisir les tribunaux.

### **INFORMATIONS LEGALES**

#### **16. QUE FAIRE EN CAS DE DÉSACCORD SUR L'APPLICATION DU CONTRAT ?**

Pour toute réclamation relative au processus d'adhésion ou pour toute demande de précision ou réclamation quant à l'application du présent Contrat, Vous pouvez Vous adresser à Crédit Agricole Assurances - Emprunteur - Adhésions CRCA - TSA 92018 - 59569 La Madeleine Cedex.

En cas de désaccord avec une décision de l'Assureur et après qu'il aura épuisé les voies de recours amiable auprès de ce dernier, l'Assuré ou ses ayants droit peuvent saisir la Médiation de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 PARIS Cedex 09.

L'avis du Médiateur ne s'impose pas aux parties en litige, qui conservent le droit de saisir les tribunaux. Le Médiateur n'est pas habilité à se prononcer sur les conditions d'admission dans l'assurance.

Pour les adhésions conclues en ligne, la réclamation peut être effectuée au moyen de la plateforme de Règlement en Ligne des Litiges (RLL) accessible via l'adresse : <http://ec.europa.eu/consumers/odr/>.

#### **17. INFORMATIONS PRÉCONTRACTUELLES RELATIVES À LA VENTE À DISTANCE**

Le Contrat est assuré par :

- PREDICA, pour les garanties Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA), Incapacité Temporaire Totale (ITT), Invalidité Permanente Totale (IPT), Invalidité Permanente Partielle (IPP), Temps Partiel Thérapeutique (TPT), Affections dorsales et psychiatriques sans condition d'hospitalisation (DORSO-PSY).
- PACIFICA, pour la garantie Perte d'emploi.

Ces entreprises sont régies par le Code des assurances. L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), sise 4, rue de Budapest 75436 Paris Cedex 09, est chargée du contrôle des Assureurs.

Le montant minimum de la prime est indiqué dans le contrat ou l'offre de prêt, ou dans le courrier adressé par le Prêteur si l'Assurance est souscrite en cours de prêt.

La durée de l'adhésion est fixée à l'article 10 « La date d'effet et la durée de votre contrat ». Les garanties proposées à l'adhésion sont définies aux articles 5.1 à 5.7 « Vos garanties et extensions de couverture complémentaires ».

Les exclusions des garanties sont mentionnées à l'article 7 « Quels sont les risques exclus de votre contrat ? ».

L'offre contractuelle définie dans les présentes notices d'information est valable pendant toute la durée de validité de l'offre de prêt.

Les dates de conclusion de l'adhésion et de prise d'effet des garanties sont définies aux articles 10.1 « Date de conclusion de l'adhésion » et 10.2 « Prise d'effet des garanties ».

L'adhésion aux contrats d'assurance s'effectuera selon les modalités décrites à l'article 2 « Comment adhérer ? ». Les modalités de paiement des primes sont indiquées à l'article 12 « Calcul et paiement des primes ». Les frais afférents à la technique de commercialisation à distance utilisée sont à la charge de l'Emprunteur. Ainsi, les frais d'envois postaux au même titre que le coût des communications téléphoniques à destination de l'Assureur et de ses prestataires ou des connexions Internet seront supportés par l'Emprunteur et ne pourront faire l'objet d'aucun remboursement.

Il existe un droit de renonciation dont la durée, les modalités pratiques d'exercice et l'adresse à laquelle envoyer la renonciation sont prévues à l'article 10.3 « Faculté de renonciation ». En contrepartie de la prise d'effet immédiate des garanties à la date de conclusion de l'adhésion ou à la date de signature du contrat de prêt ou la date d'acceptation de l'offre de prêt, l'Emprunteur doit acquitter un premier versement de prime au moins égal au versement initial minimum.

Les relations précontractuelles et contractuelles entre l'Assureur et l'Emprunteur sont régies par le droit français. L'Assureur utilisera la langue française pendant la durée de l'adhésion.

Les modalités d'examen des réclamations sont explicitées à l'article 16 « Que faire en cas de désaccord sur l'application du Contrat ? ».

Il existe un Fonds de garantie des assurés contre la défaillance des sociétés d'assurance de personnes (instauré par la loi n° 99-532 du 25/06/99 – article L.423-1 du Code des assurances), et un Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions (loi n° 90-86 du 23/01/90).

## **18. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

### **• Finalités et bases légales des traitements :**

Les données à caractère personnel concernant l'Assuré, collectées dans le cadre de l'adhésion au Contrat et au cours de son exécution, sont traitées par PREDICA et PACIFICA dont les coordonnées figurent à l'article LEXIQUE ET DEFINITIONS de la présente notice d'information, responsables de traitement.

Ces données font l'objet de traitements sur les bases et dans le cadre des finalités suivantes :

- Sur la base de l'exécution contractuelle : le traitement des données dans le cadre de l'instruction de la demande d'adhésion de l'emprunteur, la passation, l'exécution et la gestion du Contrat, l'exercice des recours et la gestion des réclamations et des contentieux ;
- Sur la base des obligations légales, réglementaires et administratives des Assureurs en vigueur : le traitement des données notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les obligations de connaissance client (KYC), les obligations déclaratives fiscales (FATCA - Foreign Account Tax Compliance Act, OFAC - Office of Foreign Assets Control, EAI -Echange Automatique d'Information), la gestion des demandes de droit des clients sur leur données à caractère personnel ;
- Sur la base de l'intérêt légitime des Assureurs : le traitement des données dans le cadre de l'élaboration de statistiques et études actuarielles, la lutte contre la fraude, la réalisation d'actions de prospection et de gestion commerciale des clients et prospects (programmes de fidélité, suivi de la relation clients, opérations techniques de prospection, actions de fidélisation, de prospection, de sondage, de test produit ou services et de promotion, opérations de sollicitations, élaboration de statistiques commerciales, échange des données relatives à l'identification des clients pour améliorer le service au client, organisation de jeux concours, de loteries ou de toute opération promotionnelle, gestion des avis des personnes) ;
- Sur la base du consentement de l'Assuré : le traitement des données de santé dans le cadre de l'instruction de la demande d'adhésion de l'emprunteur, la passation et l'exécution du Contrat.

Sauf indication contraire, toutes les données sont obligatoires pour la passation de l'adhésion au Contrat.

### **• Durées de conservation des données :**

Conformément à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles, l'Assuré est informé que ses données à caractère personnel seront conservées, proportionnellement aux finalités décrites et pour les durées suivantes :

- Dans le cadre de l'instruction de la demande d'adhésion de l'emprunteur, la passation, l'exécution et la gestion de l'adhésion au Contrat: les données sont conservées pour une durée correspondant aux délais de prescription mentionnés à l'article 19. « Prescription » de la présente notice d'information, et de manière générale dans le respect des délais de prescription qui résultent notamment du Code des assurances et du Code civil et dans le respect des délais relatifs aux obligations légales, réglementaires et administratives des Assureurs (notamment comptables et fiscales), soit pour une durée maximale de 10 ans à compter de la cessation ou de la résiliation du Contrat ;
- Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : 5 ans à compter à compter du moment où le responsable de traitement a eu connaissance de l'opération ;
- Dans le cadre des obligations de connaissance client, notamment en respect de la réglementation sur les sanctions internationales : 5 ans à compter de la cessation ou de la résiliation du Contrat ;
- Dans le cadre de lutte contre la fraude : 6 mois à compter de l'alerte pour les alertes non pertinentes. Pour les alertes pertinentes, la durée de conservation est de 5 ans à compter de la clôture du dossier de fraude ou prescription légale applicable en cas de poursuite;
- Dans le cadre de la prospection commerciale et en l'absence de conclusion du Contrat : 5 ans à compter du dernier contact resté infructueux en cas de collecte de données de santé des prospects. Pour les autres cas, la durée de conservation est de 3 ans compter du dernier contact resté infructueux.

### **• Destinataire des données :**

Les destinataires de ces données sont : l'intermédiaire d'assurance auprès duquel l'adhésion au Contrat a été réalisée et le cas échéant, les co-assureurs et réassureurs, les autorités administratives et judiciaires pour satisfaire aux obligations légales, réglementaires et administratives des Assureurs, ainsi qu'à une ou plusieurs sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion et de la prévention des risques opérationnels (lutte contre le blanchiment de capitaux, évaluation des risques) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, sans possibilité d'opposition de la part de l'Assuré.

Ces données sont également communiquées aux sous-traitants des Assureurs, dont la liste peut être communiquée à l'Assuré sur simple demande de sa part selon les modalités précisées ci-après.

**Les données pourront être également communiquées aux autres entités assurances du Groupe Crédit Agricole dans le seul et unique but d'une meilleure connaissance client, et afin de proposer à l'Assuré des produits d'assurance adaptés à ses besoins. Les données pourront également être utilisées à des fins statistiques. L'Assuré peut à tout moment s'y opposer selon les modalités précisées ci-après.**

**Les Assureurs peuvent également communiquer les coordonnées personnelles de l'Assuré à des instituts d'enquêtes ou de sondage, agissant pour le compte exclusif des Assureurs et des sociétés d'assurance du Groupe Crédit Agricole, à des fins statistiques, sachant que l'Assuré n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement. L'Assuré peut exercer son droit d'opposition à ces enquêtes dès le premier contact.**

• **Droit des assurés**

En application de la réglementation en vigueur, l'Assuré dispose, sur ses données à caractère personnel, des droits :

- d'accès,

- de rectification,

- à l'effacement : notamment lorsque les données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ou lorsque le consentement de l'Assuré a été exclusivement requis pour le traitement et qu'il le retire (cas de la prospection commerciale par voie électronique par exemple), ou encore si l'Assuré s'oppose au traitement. Toutefois, l'Assuré ne dispose pas du droit à l'effacement lorsque les données concernées sont obligatoires, indispensables à l'exécution de l'adhésion au Contrat ;

- de limitation : notamment en cas d'inexactitude des données ou lorsque l'Assuré conteste le fondement de l'intérêt légitime de collecte de la donnée;

**- d'opposition au traitement de ses données, notamment à des fins de prospection commerciale, dès lors qu'il ne s'agit pas d'un traitement obligatoire, indispensable à l'exécution du Contrat ;**

**- de retrait, à tout moment, de son consentement au traitement des données relatives à sa santé avec effet pour le futur.**

**En cas de sinistre nécessitant le traitement de données de santé, si l'Assuré a retiré son consentement au traitement de ses données de santé, la prestation ne pourra pas être fournie par les Assureurs, la garantie n'étant pas acquise à l'Assuré, et ce pour la totalité du sinistre.**

- d'un droit à la portabilité qui permet à l'Assuré de demander le transfert de ses données à caractères personnelles qu'il a fournies et qui font l'objet d'un traitement automatisé dans le cadre de l'exécution de l'adhésion au Contrat. L'Assuré peut demander un transfert soit directement vers lui, soit vers un responsable de traitement qu'il aura indiqué aux Assureurs. Ce transfert sera effectué dans un format structuré.

L'ensemble des droits de l'assuré peuvent être exercés soit par email à : [donneespersonnelles-PREDICA-ADE@ca-assurances.fr](mailto:donneespersonnelles-PREDICA-ADE@ca-assurances.fr), soit par courrier simple à : PREDICA – Délégué à la Protection des Données – Droit d'accès – 75724 Paris cedex 15.

Après épuisement des procédures internes de réclamation détaillées à l'article 16. « Que faire en cas de désaccord sur l'application du Contrat ? », et en cas de désaccord persistant, la CNIL peut être saisie à partir de son site internet : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

L'Assuré dispose également du droit de s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique.

**19. PRESCRIPTION**

Conformément aux articles L.114-1 et suivants du Code des Assurances, toutes actions dérivant des présents contrats sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là. Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier. La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les Accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'Assuré décédé. Pour les contrats d'assurance sur la vie, notwithstanding les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard 30 ans à compter du décès de l'Assuré. La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'Assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'Assuré à l'Assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. Les causes ordinaires d'interruption de la prescription (articles 2240 et suivants du Code civil) sont : la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait ; la demande en justice, même en référé ; une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée ; l'interpellation visée à l'article 2245 du Code civil.

## **20. AUTORITÉ CHARGÉE DU CONTRÔLE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES**

L'autorité de contrôle prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest- CS 92459, 75436 Paris cedex 09, est chargée du contrôle de PREDICA et PACIFICA.

## **21. SANCTIONS INTERNATIONALES**

PREDICA et PACIFICA, en tant que filiales du Groupe Crédit Agricole, respectent toutes les règles relatives aux Sanctions Internationales, qui sont définies comme les lois, réglementations, règles ou mesures restrictives à caractère obligatoire édictant des sanctions économiques, financières ou commerciales (notamment toutes sanctions ou toutes mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des individus ou entités ou portant sur des biens ou des territoires déterminés), émises, administrées ou mises en application par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies, l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique (incluant notamment les mesures édictées par le Bureau de Contrôle des Actifs Etrangers rattaché au Département du Trésor ou OFAC et du Département d'Etat), ou toute autre autorité compétente ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions.

En conséquence, aucune prestation ne pourra être payée en exécution du Contrat si ce paiement contrevient aux dispositions sus-indiquées.

**Assurance Emprunteur des Prêts Immobiliers aux particuliers**  
**FICHE STANDARDISEE D'INFORMATION**

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Pyrénées Gascogne, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit dont le siège social est 11 Boulevard du Président Kennedy 65003 TARBES, Société de courtage en assurance immatriculée auprès de l'Organisme pour le Registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le numéro 07 022 509 RCS 776 983 546.

### 1. LE DISTRIBUTEUR

Agence : 00000

Conseiller : Téléphone :

#### Informations relatives à l'activité d'intermédiaire en assurance :

**La Caisse régionale de Crédit Agricole de Pyrénées Gascogne, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit dont le siège social est 11 Boulevard du Président Kennedy 65003 TARBES, 776 983 546 RCS TARBES, Société de courtage en assurance immatriculée auprès de l'Organisme pour le Registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le numéro 07 022 509.** Le registre peut être consulté auprès de l'Organisme pour le Registre unique des Intermédiaires en Assurance, Banque et Finance (ORIAS) à l'adresse suivante : [www.orias.fr](http://www.orias.fr) ou 1 rue Jules Lefèbvre - 75331 Paris Cedex 9.

Pour l'activité d'intermédiaire en assurance, la Caisse Régionale relève de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) : 4, place de Budapest -CS 92459 -75436 Paris CEDEX 09.

Dans son activité d'intermédiaire en assurance, la Caisse Régionale s'assure de la cohérence du contrat d'assurance proposé par rapport aux exigences et aux besoins exprimés par son client.

Pour toute information ou réclamation liée à l'activité d'intermédiaire en assurance, vous pouvez vous adresser au service de réclamation de la Caisse Régionale sis à l'adresse du siège social ci-avant. Si vous n'avez pas obtenu satisfaction et après avoir épuisé les voies de recours internes, vous pouvez adresser votre réclamation au médiateur <https://lemediateur.fbf.fr/>.

La Caisse Régionale en tant que courtier, représente son client auprès des assureurs.

Pour la distribution de l'assurance emprunteur, la Caisse Régionale a choisi de travailler principalement avec PREDICA, PACIFICA, CACI VIE et CACI NON-VIE, assureurs spécialisés en assurance emprunteur du Groupe Crédit Agricole. Elle n'est cependant pas soumise à une obligation contractuelle de travailler exclusivement avec une ou plusieurs compagnies d'assurance. La Caisse Régionale peut aussi travailler avec d'autres assureurs (la liste vous est fournie sur simple demande adressée au siège social).

Il existe des liens en capital entre la Caisse Régionale et PREDICA, PACIFICA, CACI VIE et CACI NON-VIE qui sont détenus indirectement à plus de 10 % par Crédit Agricole SA et les Caisses Régionales dans leur ensemble détiennent plus de 50 % de Crédit Agricole SA.

La rémunération perçue par la Caisse Régionale pour son activité de distribution du contrat d'assurance proposé est incluse dans les primes d'assurances versées au titre dudit contrat sous la forme de commissions.

### 2. LE CANDIDAT A L'ASSURANCE

Nom : PIESSÉ

Prénom : STEVEN

Date de naissance : 05/02/1996

Lieu de résidence : 1 ET CABINET DE SOINS INFIRMIERS 28 RUE DU PORTAIL D AVANT 65000 TARBES

Profession exercée actuellement : Employé de commerce

Statut professionnel :  Salarié du privé  Fonctionnaire  Travailleur non salarié agricole

Travailleur non salarié non agricole  Inactif retraité  Inactif non-retraité

Vous êtes :  Emprunteur  Co-emprunteur  Caution  Représentant de personne morale

### 3. LES CARACTERISTIQUES DU (DES) PRET(S) DEMANDE(S)

Nom du Prêteur : Crédit Agricole de Pyrénées Gascogne

Projet à financer :  Résidence principale  Résidence secondaire  Investissement locatif  Travaux  Autre

Prêt	Montant (en euros)	Type de prêt*	Durée totale (en mois)	Taux d'intérêt nominal indicatif
PTH FIXE SOUPLESSE	88 787,00 €	<input checked="" type="checkbox"/> Amortissable <input type="checkbox"/> In fine <input type="checkbox"/> Relais	300 mois	1,61%

\*Amortissable : une fraction du capital emprunté est remboursée à chaque échéance.

In fine : le capital est remboursé à la fin du prêt.

Relais : crédit in fine destiné à financer un nouvel achat immobilier dans l'attente de la vente d'un précédent bien.

#### 4. LES GARANTIES MINIMALES EXIGÉES PAR VOTRE PRÊTEUR

Votre Prêteur exige que vous souscriviez des garanties d'assurance minimales pour l'octroi de votre prêt. Parmi les critères de garanties exigibles, votre Prêteur a retenu la liste de critères suivante, qui correspond à ses exigences générales liées à sa politique de risque, en fonction du type de projet, du type de prêt et de votre statut professionnel.

Le contrat d'assurance emprunteur qui garantira votre crédit doit obligatoirement couvrir un pourcentage minimum de celui-ci. Ce pourcentage est appelé la « quotité d'assurance ». Chaque prêt doit être couvert au minimum à 100 %. En cas de pluralité d'Emprunteurs, cette quotité exigée par votre Prêteur peut être répartie entre vous et vos co-emprunteurs.

Garantie	Critères spécifiques	Quotité exigée
Décès	Maintien de la couverture en cas de déplacement dans le monde entier	100%
	Couverture de la garantie décès pendant toute la durée du prêt	
Perte Totale et Irréversible d'Autonomie	Maintien de la couverture en cas de déplacement dans le monde entier	100%
Incapacité Temporaire Totale	Délai de franchise	100%
	Maintien de la couverture en cas de déplacement dans le monde entier	
	Pour une personne en activité, évaluation en fonction de la profession exercée au jour du sinistre	
	Pour une personne en activité, prestation égale à la mensualité assurée sans référence à la perte de revenu subie pendant le sinistre	
	Maintien de la couverture en cas de temps partiel thérapeutique avec une prise en charge minimale de 50% sur une durée d'au moins 90 jours	
	Couverture des inactifs au moment du sinistre, si oui taux de prise en charge	
	Couverture des affections dorsales	
Invalidité Permanente Totale	Couverture des affections psychiatriques	100%
	Maintien de la couverture en cas de déplacement dans le monde entier	
	Couverture des affections dorsales	
Invalidité Permanente Totale	Couverture des affections psychiatriques	100%
	Couverture des affections psychiatriques	

Les caractéristiques détaillées des garanties exigées doivent vous être communiquées par votre prêteur afin de vous permettre d'apprécier l'équivalence des niveaux de garanties entre les contrats.

Pour en savoir plus sur l'équivalence du niveau de garantie en assurance emprunteur, rendez-vous sur le site du Comité Consultatif du Secteur Financier : [www.banque-france.fr/ccsf/fr/index.htm](http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/index.htm)

#### 5. LES GARANTIES QUE VOUS POUVEZ SOUSCRIRE

##### 5.1. LES TYPES DE GARANTIES QUE NOUS PROPOSONS

Vous pouvez adhérer au contrat d'assurance AssurReponse Immo (1001) souscrit auprès de PREDICA et PACIFICA, qui comporte les garanties suivantes (seules sont cochées les garanties que vous pouvez souscrire) :

**La Garantie Décès** intervient en cas de décès de la personne assurée. La prestation est le remboursement au Prêteur du capital assuré. Dans notre contrat :

la garantie décès vous couvre durant toute la durée du prêt ;

la garantie décès cesse au dernier jour du mois de votre 90ème anniversaire.

**La Garantie Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA)** : elle intervient lorsque l'assuré(e) se trouve dans un état particulièrement grave, nécessitant le recours permanent à une tierce personne pour exercer les actes ordinaires de la vie (se nourrir, se laver, s'habiller et se déplacer). La prestation est le remboursement au prêteur du capital assuré. Dans notre contrat :

la garantie PTIA vous couvre durant toute la durée du prêt ;

la garantie PTIA cesse au dernier jour du mois de votre 70ème anniversaire.

**Les garanties ITT et IPT décrites ci-dessous ne peuvent être contractées séparément.**

**La Garantie Incapacité Temporaire Totale (ITT)** : intervient lorsque la personne assurée est temporairement inapte à :

exercer strictement son activité professionnelle

exercer toute activité pouvant lui procurer des revenus.

Dans notre contrat, la garantie ITT :

vous couvre durant toute la durée du prêt ;

cesse au dernier jour du mois de votre 67<sup>ème</sup> anniversaire ;

couvre à hauteur de 100% de l'échéance de remboursement du prêt l'assuré n'exerçant pas ou plus d'activité professionnelle au moment du sinistre

ne couvre pas l'assuré n'exerçant pas ou plus d'activité professionnelle au moment du sinistre.

Les affections dorsales

sont couvertes :

avec conditions d'hospitalisation ou d'intervention chirurgicale ;

sans conditions d'hospitalisation ou d'intervention chirurgicale ;

ne sont pas couvertes.

Les affections psychiatriques

sont couvertes :

avec conditions d'hospitalisation ;

sans conditions d'hospitalisation ;

ne sont pas couvertes.

La prestation est :

forfaitaire (le montant qui vous sera versé correspond à la quotité (pourcentage) choisi de l'échéance de votre prêt, quelle que soit votre perte de revenu) ;

indemnitaire (le montant qui vous sera versé dépendra de votre perte de revenu).

Les prestations incapacité :

sont plafonnées à 10 000 euros par mois ;

ne sont pas plafonnées.

Les indemnités sont dues par l'assureur après un délai de franchise de 90 jours après l'interruption de l'activité.

**La Garantie Invalidité Permanente Totale (IPT)** intervient lorsque la personne assurée est, de façon définitive, incapable d'exercer:

strictement son activité professionnelle

toute activité pouvant lui procurer des revenus.

Avec un taux d'invalidité supérieur à 66% Les indemnités sont dues après la reconnaissance de l'état d'invalidité par l'assureur selon une méthode d'évaluation mentionnée au contrat.

Dans notre contrat, la garantie IPT :

vous couvre durant toute la durée du prêt ;

cesse au dernier jour du mois de votre 67<sup>ème</sup> anniversaire.

Les affections dorsales

sont couvertes :

avec conditions d'hospitalisation ou d'intervention chirurgicale ;

sans conditions d'hospitalisation ou d'intervention chirurgicale ;

ne sont pas couvertes.

Les affections psychiatriques

sont couvertes :

avec conditions d'hospitalisation ;

sans conditions d'hospitalisation ;

ne sont pas couvertes.

La prestation est :

forfaitaire (le montant qui vous sera versé correspond à la quotité (pourcentage) choisi de l'échéance de votre prêt, quelle que soit votre perte de revenu) ;

indemnitaire (le montant qui vous sera versé dépendra de votre perte de revenu).

Les prestations invalidité permanente totale :

sont plafonnées à 10 000 euros par mois ;

ne sont pas plafonnées.

**La Garantie Invalidité Permanente Partielle (IPP) est un complément de la garantie invalidité permanente totale.** Elle intervient à partir du jour de la consolidation de votre état de santé et dans les conditions indiquées ci-après, à compter d'un taux d'invalidité de 33% et inférieur à 66%.

A la date de la consolidation de votre état de santé, et au plus tard après 36 (trente-six) mois d'indemnisation au titre de la garantie ITT, le médecin conseil de l'Assurance fixe votre taux d'incapacité global, sur la base de vos taux d'incapacité fonctionnelle et professionnel. Ces taux d'incapacités sont définis dans la Notice d'Information.

La prestation est :

- forfaitaire (le montant qui vous sera versé correspond à 50% de l'échéance de votre prêt affectée de la quotité assurée, quelle que soit votre perte de revenu) ;
- indemnitaire (le montant qui vous sera versé dépendra de votre perte de revenu).

**L'Extension de couverture Affections Dorsales et Psychiatriques sans condition d'hospitalisation (DORSO-PSY) vient renforcer les garanties ITT, IPT et IPP selon les conditions explicitées dans la Notice d'information.** Elle n'exclut pas l'application du délai de Franchise relatif à la garantie ITT. Par ailleurs, elle cesse avec et lors de la cessation de la garantie principale. Elle ne peut être contractée qu'au moment de l'adhésion au contrat. Dans notre contrat, l'extension de couverture Affections Dorsales et Psychiatriques :

- vous couvre durant toute la durée du prêt ;
- cesse au dernier jour du mois de votre 67ème anniversaire.

La prestation est :

- forfaitaire (le montant qui vous sera versé correspond à la quotité (pourcentage) choisi de l'échéance de votre prêt, quelle que soit votre perte de revenu) ;
- indemnitaire (le montant qui vous sera versé dépendra de votre perte de revenu).

**L'Extension de couverture Temps Partiel Thérapeutique vient renforcer les garanties ITT, IPT et IPP selon les conditions explicitées dans la Notice d'information.** Elle n'exclut pas l'application du délai de Franchise relatif à la garantie ITT. Elle ne peut être contractée qu'au moment de l'adhésion au contrat.

Dans notre contrat, l'extension de couverture Temps Partiel Thérapeutique :

- vous couvre durant toute la durée du prêt ;
- cesse au dernier jour du mois de votre 67ème anniversaire.

La prestation est :

- forfaitaire (le montant qui vous sera versé correspond à 50% de l'échéance de votre prêt affectée de la quotité assurée, quelle que soit votre perte de revenu) ;
- indemnitaire (le montant qui vous sera versé dépendra de votre perte de revenu).

**La Garantie Perte d'emploi vous confère une prestation en cas de perte d'emploi selon les conditions explicitées dans la Notice d'information.** Elle couvre la personne assurée en cas de chômage faisant suite à un licenciement et lorsqu'elle perçoit une allocation de chômage versée par le Pôle Emploi ou un organisme assimilé. Elle est accordée, après une période de franchise de 90 jours et une période de carence de 365 jours, pour une couverture de 365 jours par périodes de chômage. Elle ne peut être contractée qu'au moment de l'adhésion au contrat.

Dans notre contrat, la garantie Perte d'Emploi :

- vous couvre durant toute la durée du prêt ;
- cesse au dernier jour du mois de votre 67ème anniversaire.

La prestation est :

- forfaitaire (le montant qui vous sera versé correspond au pourcentage de prise en charge de l'échéance de votre prêt, quelle que soit votre perte de revenu) ;
- indemnitaire (le montant qui vous sera versé dépendra de votre perte de revenu).

Les prestations sont :

- sont plafonnées dans la limite de 1750 € par mois, conformément au pourcentage de prise en charge indiqué sur votre demande d'adhésion (selon conditions précisées dans la Notice d'Information);
- ne sont pas plafonnées.

## **5.2. LA SOLUTION D'ASSURANCE QUE VOUS ENVISAGEZ A CE STADE**

Compte tenu de votre situation, vous envisagez d'assurer tout ou partie du capital emprunté avec les garanties et extensions de couverture suivantes :

- Décès, et cette garantie est couverte à 100%
- Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, et cette garantie est couverte à 100%
- Incapacité Temporaire Totale, et cette garantie est couverte à 100%
- Invalidité Permanente Totale, et cette garantie est couverte à 100%
- Invalidité Permanente Partielle



Temps Partiel Thérapeutique, et cette extension prévoit une durée maximale de prise en charge de 6 mois

Affections Dorsales et Psychiatriques sans condition d'hospitalisation

Perte d'emploi

## 6. FORMALISATION DU DEVOIR DE CONSEIL

**Le candidat à l'assurance:** Le candidat à l'assurance est la personne telle qu'elle a indiqué sa situation à l'article 2 de cette fiche.

**Le(s) Prêt(s) Demandé(s):** Les caractéristiques du (des) prêt(s) demandé(s) sont détaillés à l'article 3 de cette fiche.

### **Les besoins et exigences exprimés par le candidat à l'assurance :**

Le candidat à l'assurance a exprimé le besoin de bénéficier d'une couverture d'assurance emprunteur prenant en charge toute ou partie de son financement en cas d'évènements affectant l'assuré au cours du remboursement de son financement et a précisé ses besoins et exigences rappelés dans la présente fiche à la rubrique 5.2 « LA SOLUTION D'ASSURANCE QUE VOUS ENVISAGEZ A CE STADE ».

### **Proposition d'assurance :**

La Caisse Régionale propose au candidat à l'assurance un contrat d'assurance emprunteur AssuRéponse Immo comportant les garanties et les niveaux de garanties détaillés dans la présente fiche à la rubrique 7 « ESTIMATION PERSONNALISEE DU COUT DE LA SOLUTION D'ASSURANCE ENVISAGEE ».

Cette proposition d'assurance constitue une solution adéquate au regard de la demande du candidat à l'assurance dans la mesure où il est cohérent avec l'ensemble des besoins et des exigences que le candidat à l'assurance a exprimés.

**Le candidat à l'assurance confirme avoir bénéficié de la Caisse Régionale, notamment au travers de la présente fiche et de la notice d'information, de l'ensemble des informations sur le contrat d'assurance emprunteur présenté, spécialement sur les garanties qu'il peut sélectionner, les exclusions associées, les niveaux de couverture (quotité) et limites de garanties, lui permettant de prendre une décision en connaissance de cause. Nous attirons notamment votre attention sur les paragraphes de la notice d'information relatifs à la durée de votre adhésion et de vos garanties. Il confirme que la proposition d'assurance répond à ses besoins et exigences.**

Cette proposition d'assurance est établie sous réserve de l'accomplissement des formalités médicales d'adhésion et des éventuels examens médicaux que l'assureur peut demander. En fonction de la décision de l'assureur, le client appréciera si les couvertures proposées après sélection médicale répondent à ses besoins et exigences.

Nous vous rappelons que les conditions d'assurance sont régies par les seuls documents contractuels conclus avec le(s) assureur(s).

### **Information complémentaire**

Le contrat d'assurance emprunteur AssuRéponse Immo prévoit des garanties invalidité dont les critères d'appréciation sont différents et indépendants de ceux de la Sécurité Sociale ou tout autre organisme assimilé.

La reconnaissance d'un état d'invalidité par ces organismes ne s'impose pas à l'assureur. Cette reconnaissance relève de la seule appréciation de l'assureur selon les conditions prévues au contrat.

## 7. ESTIMATION PERSONNALISEE DU COUT DE LA SOLUTION D'ASSURANCE ENVISAGEE

Compte tenu des caractéristiques connues du ou des prêts, de votre âge (26 ans), des types de garanties envisagées et de la part du capital à couvrir, le tableau ci-dessous propose une estimation du coût de l'assurance.

Il s'agit d'un **tarif indicatif avant examen du dossier et du questionnaire médical** par l'organisme d'assurance.

Lorsqu'une personne présente un risque aggravé de santé, elle peut bénéficier des dispositions de la convention AERAS, s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggrave de Santé. Il s'agit d'un dispositif conventionnel, appliqué par l'ensemble des réseaux bancaires et des assureurs présents sur le marché de l'assurance emprunteur, qui permet de repousser les limites de l'assurabilité des personnes qui présentent ou ont présenté un risque aggravé de santé. Elle s'applique pour tous les types de crédits. La proposition d'assurance peut comporter soit une surprime d'assurance, soit une limitation de la garantie, soit quelque fois les deux (cf. [www.aeras-infos.fr](http://www.aeras-infos.fr)).

Prêt	Part du capital assuré pour chaque type de garantie	Types de garanties	Cotisation de l'assurance de l'emprunteur par mois en euros	Coût total de l'assurance de l'emprunteur sur la durée du prêt en euros **	Estimation du Taux Annuel Effectif de l'Assurance relatif à la totalité du prêt **
<b>PTH FIXE SOUPLESSE</b> 88 787,00 € 300 mois	100,00% 100,00% 100,00% 100,00%	<input checked="" type="checkbox"/> Décès <input checked="" type="checkbox"/> PTIA <input checked="" type="checkbox"/> Incapacité <input checked="" type="checkbox"/> Invalidité Permanente Totale <input type="checkbox"/> Invalidité Permanente Partielle <input checked="" type="checkbox"/> Affections Dorsales et Psychiatriques sans condition d'hospitalisation <input checked="" type="checkbox"/> Temps Partiel Thérapeutique <input type="checkbox"/> Perte d'emploi	13,84 €	4 152,00 €	0,33%

La cotisation en euros par mois de l'emprunteur\*\*, tenant compte d'une remise commerciale de 15,00% qui vous a été consentie est

constante sur la durée du prêt

non constante

\*\* Le TAEA, le coût mensuel et le coût total de l'assurance tiennent compte de l'ensemble des garanties que le client a déclaré vouloir souscrire, exigées ou non par le Prêteur en tenant compte de la durée maximale d'anticipation.

## 8. REMARQUES IMPORTANTES

L'assurance emprunteur constitue une garantie à la fois pour le prêteur et l'emprunteur. Elle peut être un élément déterminant de l'obtention de votre prêt immobilier. Il appartient au professionnel de veiller à ce que les garanties qu'il vous propose de souscrire correspondent à vos besoins et à vos attentes.

Aussi précises que soient les informations qui vous ont été données, il est **très important que vous lisiez attentivement vos documents contractuels notamment la notice d'information et les éventuelles conditions particulières qui déterminent les droits et obligations de l'assuré et de l'assureur.**

Nous attirons tout particulièrement votre attention sur les risques exclus, les délais de carence (période durant laquelle l'assuré ne peut pas demander la mise en oeuvre de la garantie), de franchise (période durant laquelle le sinistre reste à la charge de l'assuré), les dates et motifs d'expiration des garanties. Nous attirons également votre attention sur les paragraphes de la notice d'information relatifs à la durée de votre adhésion et de vos garanties.

Nous insistons **sur l'importance de la précision et de la sincérité des réponses apportées au questionnaire d'adhésion / de souscription au contrat d'assurance emprunteur, y compris la partie questionnaire médical.** Une fausse déclaration intentionnelle entraînerait la nullité du contrat et la déchéance de la garantie : les échéances ou le remboursement du capital restant dus seraient alors à votre charge ou à celle de vos héritiers.

Les différentes garanties peuvent faire l'objet de contrats séparés.

**Conformément à la loi, dès aujourd'hui et jusqu'à 12 mois après la signature de l'offre de prêt, vous pouvez souscrire une assurance auprès de l'assureur de votre choix et la proposer en garantie au prêteur. A compter du 1er janvier 2018, vous disposez également d'une faculté de substitution si vous exercez votre droit de résiliation annuel sur votre contrat d'assurance en cours, quelle que soit la date de signature du contrat, conformément à l'article 10 de la loi no 2017-203 du 21 février 2017.**

**Dès lors que ce contrat présente un niveau de garantie équivalent à votre contrat en cours ou celui qui vous est proposé par le prêteur, ce dernier ne peut le refuser**

**Depuis le 1er janvier 2017, les offres de prêts doivent préciser les documents que doit contenir la demande de substitution.**

FICHE REMISE LE : 05/04/2022

*La Politique de protection des données personnelles de la Caisse Régionale est accessible et consultable sur son site Internet à l'adresse : <https://www.credit-agricole.fr/ca-pyrenees-gascogne/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.*



**Assurance Emprunteur des Prêts Immobiliers aux particuliers**  
**FICHE PERSONNALISEE**

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Pyrénées Gascogne, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit dont le siège social est 11 Boulevard du Président Kennedy 65003 TARBES, Société de courtage en assurance immatriculée auprès de l'Organisme pour le Registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le numéro 07 022 509 RCS 776 983 546.

Cette fiche personnalisée décrit les garanties que nous exigeons en tant que Prêteur en fonction de votre profil, de l'objet du financement et du type de prêt. Pour chaque garantie sont stipulés par prêt : la quotité exigée, les critères spécifiques ainsi que la valorisation de ces derniers.

L'ensemble de ces informations est nécessaire à l'analyse de l'équivalence du niveau de garantie d'un contrat d'assurance autre que ceux proposés par notre établissement si vous étiez amené(e) à nous en proposer un dans le cadre d'une demande de substitution. L'ensemble de ces informations n'est pas fourni pour l'appréciation de vos propres besoins et exigences.

Cette fiche est remise sous réserve de l'accomplissement des formalités médicales d'adhésion et des éventuels examens médicaux que l'Assureur peut vous demander. En fonction de sa décision, les exigences de couverture peuvent naturellement être réexaminées. Lorsque l'accès à l'assurance relève de la convention AERAS « s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé », les exigences du Prêteur sont alignées sur les garanties souscrites et acceptées dans le contrat d'assurance conclu dans le cadre de la Convention Aeras. L'analyse d'équivalence du niveau de garantie dans le cadre d'une demande de substitution sera réalisée par le Prêteur sur la base de ces garanties.

**Les garanties disponibles du contrat d'assurance qui n'apparaissent pas dans les tableaux figurant à la rubrique 4 de ce document (« LES GARANTIES D'ASSURANCE EXIGÉES ») ne sont pas exigées par le Prêteur pour l'octroi de votre financement. Vous pouvez donc décider d'y adhérer ou de ne pas y adhérer en fonction de vos besoins et exigences.**

Ce document n'a pas de valeur contractuelle

### 1. LE PRÊTEUR

Agence : 00000

Conseiller : Téléphone :

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Pyrénées Gascogne, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit dont le siège social est 11 Boulevard du Président Kennedy 65003 TARBES, 776 983 546 RCS TARBES, Société de courtage en assurance immatriculée auprès de l'Organisme pour le Registre Unique des intermédiaires en Assurance, Banque et Finance (ORIAS) sous le numéro 07 022 509 et vérifiable sur le site [www.orias.fr](http://www.orias.fr).

Pour l'activité de prêteur, la Caisse régionale de Crédit Agricole de Pyrénées Gascogne relève de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) : 4, place de Budapest -CS 92459 -75436 Paris CEDEX 09.

### 2. LE CANDIDAT A L'ASSURANCE

Nom : PIESSE

Prénom : STEVEN

Date de naissance : 05/02/1996

Lieu de résidence : 1 ET CABINET DE SOINS INFIRMIERS 28 RUE DU PORTAIL D AVANT 65000 TARBES

Profession exercée actuellement : Employé de commerce

Statut professionnel :  Salarié du privé  Fonctionnaire  Travailleur non salarié agricole

Travailleur non salarié non agricole  Inactif retraité  Inactif non-retraité

Vous êtes :  Emprunteur  Co-emprunteur  Caution  Représentant de personne morale

### 3. LES CARACTERISTIQUES DU (DES) PRET(S) DEMANDE(S)

Nom du Prêteur : Crédit Agricole de Pyrénées Gascogne

Projet à financer :  Résidence principale  Résidence secondaire  Investissement locatif  Travaux  Autre

Prêt	Montant (en euros)	Type de prêt*	Durée totale (en mois)	Taux d'intérêt nominal indicatif
PTH FIXE SOUPLESSE	88 787,00 €	<input checked="" type="checkbox"/> Amortissable <input type="checkbox"/> In fine <input type="checkbox"/> Relais	300 mois	1,61%

\*Amortissable : une fraction du capital emprunté est remboursée à chaque échéance.

In fine : le capital est remboursé à la fin du prêt.

Relais : crédit in fine destiné à financer un nouvel achat immobilier dans l'attente de la vente d'un précédent bien.

#### 4. LES GARANTIES D'ASSURANCE EXIGEES

Votre Prêteur exige que vous souscriviez des garanties d'assurance minimales pour l'octroi de votre prêt. Parmi les critères de garanties exigibles, votre Prêteur a retenu la liste de critères suivante, qui correspond à ses exigences générales liées à sa politique de risque, en fonction du type de projet, du type de prêt et de votre statut professionnel.

Le contrat d'assurance emprunteur qui garantira votre crédit doit obligatoirement couvrir un pourcentage minimum de celui-ci. Ce pourcentage est appelé la « quotité d'assurance ». Chaque prêt doit être couvert au minimum à 100 %. En cas de pluralité d'Emprunteurs, cette quotité exigée par votre Prêteur peut être répartie entre vous et vos co-emprunteurs.

Garantie	Quotité exigée par prêt
Décès	100,00%
Perte Totale et Irréversible d'Autonomie	100,00%
Incapacité Temporaire Totale	100,00%
Incapacité Permanente Totale	100,00%

Garantie	Critères spécifiques	Valorisation
Décès	Maintien de la couverture en cas de déplacement dans le monde entier	à titre personnel, professionnel ou humanitaire
	Couverture de la garantie décès pendant toute la durée du prêt	Oui
Perte Totale et Irréversible d'Autonomie	Maintien de la couverture en cas de déplacement dans le monde entier	à titre personnel, professionnel ou humanitaire
Incapacité Temporaire Totale	Délai de franchise	<= 90 jours
	Maintien de la couverture en cas de déplacement dans le monde entier	à titre personnel, professionnel ou humanitaire
	Pour une personne en activité, évaluation en fonction de la profession exercée au jour du sinistre	Oui
	Pour une personne en activité, prestation égale à la mensualité assurée sans référence à la perte de revenu subie pendant le sinistre	Oui
	Maintien de la couverture en cas de temps partiel thérapeutique avec une prise en charge minimale de 50% sur une durée d'au moins 90 jours	Oui
	Couverture des inactifs au moment du sinistre, si oui taux de prise en charge	Oui - Taux de prise en charge à 100%
	Couverture des affections dorsales	Sans condition d'hospitalisation, ni d'intervention chirurgicale
	Couverture des affections psychiatriques	Sans condition d'hospitalisation
Invalidité Permanente Totale	Maintien de la couverture en cas de déplacement dans le monde entier	à titre personnel, professionnel ou humanitaire
	Couverture des affections dorsales	Sans condition d'hospitalisation, ni d'intervention chirurgicale
	Couverture des affections psychiatriques	Sans condition d'hospitalisation

Les caractéristiques détaillées des garanties exigées doivent vous être communiquées par votre prêteur afin de vous permettre d'apprécier l'équivalence des niveaux de garanties entre les contrats.

Pour en savoir plus sur l'équivalence du niveau de garantie en assurance emprunteur, rendez-vous sur le site du Comité Consultatif du Secteur Financier : [www.banque-france.fr/ccsf/fr/index.htm](http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/index.htm)

FICHE REMISE LE : 05/04/2022

La Politique de protection des données personnelles de la Caisse Régionale est accessible et consultable sur son site Internet à l'adresse : <https://www.credit-agricole.fr/ca-pyrenees-gascogne/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

